

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal des Palestiniens

N° 160 18-01 au 26-01

Par M.Lemaire

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne

ea : Afp- ats - Ap - Reuters- XINHUANET, ainsi que les sources d'informations de la résistance & IPC

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site

<http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à mes yeux) :

Editorial

Bonjour,

15h00 : Le Hamas semble se diriger vers une victoire fracassante aux législatives palestiniennes

En ce jour de séisme politique il importe d'analyser tranquillement les résultats afin de voir ce que l'avenir sera fait. ...

Ce ne sera donc pas réaliser dans l'éditorial présent

Mais nous pouvons tout de même voir dans les déclarations des représentants actuels la direction que l'avenir prendra ...

Ismail Haniyeh, affirme que son mouvement ne désarmerait pas après son entrée au Parlement. "Le Hamas renouvelle son engagement de loyauté à l'égard du 'djihad' et de la résistance, des armes et de Jérusalem"

"Les Européens et les Américains affirment que le Hamas doit avoir soit les armes, soit le Conseil législatif palestinien Mais nous disons, les armes et le Conseil législatif, ce n'est pas en contradiction"

Yasser Mansour, numéro cinq sur la liste du Hamas, estime qu'une trêve de longue durée est envisageable

Tandis que le responsable du Hamas en exil, Khaled Machaal, exclu toute négociation avec l'Etat hébreu. "Nous n'avons pas à faire de concession pour satisfaire Israël". "Israël nous respecte quand nous sommes forts. La bataille sera longue."

Pour terminer ce mini tour d'horizon Mahmoud al Zahar, déclare : "Les négociations sont un moyen. Si Israël a quoi que ce soit à offrir sur l'arrêt des agressions, le retrait ou la libération des prisonniers, alors 1.000 moyens peuvent être trouvés

Comment ce séisme va être perçu à l'extérieur des frontières de la Palestine ?... où le Hamas, est qualifié d'organisation terroriste par les États-Unis et Israël...

Ces pays qui avaient déjà été entravés dans le processus électoral, par gouvernement israélien interposé, qui avait exigé de l'Autorité palestinienne que le mouvement de résistance armée ne participe pas au scrutin, tout en continuant les arrestations et à l'assassinats de ses principaux leaders. Nous notons que La Secrétaire d'Etat, Rice a fait savoir que les Etats-Unis ne travailleront pas avec un gouvernement dirigé par le Hamas.

Positions que rejoint les lèches bottes de l'union européenne, qui considèrent la participation du Hamas au gouvernement palestinien après les élections comme " problématique "

Il faut également voir ce que Israël va faire maintenant que l'on note des changements dans les positions

En gros il est dit : Le retrait d'Israël de la Bande de Gaza et d'une partie de la Cisjordanie est un "tournant pour l'Etat d'Israël, le principal défi auquel Israël fait maintenant face est "d'établir les frontières définitives de l'Etat d'Israël pour garantir une majorité juive"

M. Olmert a précisé qu'Israël devrait encore se retirer de plusieurs régions de Cisjordanie. "Nous ne pouvons continuer à contrôler des parties des territoires où vivent la plupart des Palestiniens" mais ceci est tempéré par : "Israël conservera les zones de sécurité, les principaux blocs de colonies, et les lieux importants pour le peuple juif, et d'abord Jérusalem, uni sous contrôle israélien. Il ne peut pas y avoir d'Etat juif sans Jérusalem sous souveraineté israélienne" "Les réfugiés palestiniens ne seront intégrés que dans l'Etat palestinien. Il n'y aura pas de réfugiés en Israël. C'est également la position des Américains", "La seule voie pour parvenir à ces objectifs est d'appliquer la +feuille de route " "Nous respecterons toutes les obligations auxquelles nous avons souscrit dans le cadre de la 'feuille de route' et nous exigeons que la direction palestinienne en fasse de même".

Seule éclaircie dans cette tempête la Palestine a enfin un nouveau ami dans le chef de la Chine : qui après un visite en Palestine déclare par la voix de M. Huihou :

"Le gouvernement et le peuple chinois continueront à soutenir sans relâche la lutte et le désir des Palestiniens de récupérer les territoires occupés et de réaliser progressivement leur objectif d'établir un Etat indépendant"

Pour conclure l'éditorial la situation économique d'Israël où une grande partie du budget est englouti par l'armée, et par l'occupation continue a se détérioré, il ressort d'un rapport que 1.580.000 sur 5.604.000 israéliens vivent sous le seuil de pauvreté (soit certainement 20 % tandis que et 34% des enfants en Israël sont considérés comme pauvres)

L'accroissement de la pauvreté est due à une politique de 'rigueur économique' pour le peuple israélien, qui s'est traduite par d'importantes coupes budgétaires au chapitre social et au niveau des allocations familiales

En Israël, les personnes qui disposent d'un revenu mensuel inférieur de moitié à la moyenne sont considérées comme pauvres.

En 2004, le seuil de la pauvreté était de 1.777 shekels par mois, soit 385 dollars.

Le directeur de l'Institut national des Caisses d'assurances Ygal Ben Shalom, souligne que ce phénomène s'accroît d'année en année...

Nb : Pour conclure, nous vous convions de ne pas rater la lecture des dossiers ou nous avons recueillis déjà quelques points de vue sur le Hamas dont celui de **Moshir al-Masri** recueilli par **Silvia Cattori**

Bonne lecture

Cathy & Marc

18-01 au 26-01 : Peuple Palestinien : tués - blessés

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 médias

5-1 : Fermer la télévision Al-Aqsa

7 Dossier

7-1 Dossier Marc Lemaire : Deuxième étape des élections législatives

7-2 Point de vue de Ziyad Abou Amr : "Le monde devra respecter le choix des Palestiniens"

7-3 Point de vue de Moshir al-Masri : Quel est le programme politique du Hamas aujourd'hui ?

7-4 Point de vue de Adam Entous : Législatives palestiniennes : Israël étudie les scénarios

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Le Hamas

8-2 www.arabs48.com : La colonisation rampante de la Cisjordanie

9 Annexe

9-1 Les élections palestiniennes en bref

9-2 Elections palestiniennes : Les principaux candidats

9-3 Rapport de nadi al-asir al-Filistini : Les prisonnières palestiniennes témoignent de la torture

1 Politique Palestinienne

Résistance

25-01

Le chef de file du Hamas, Ismaïl Haniyeh, a affirmé que son mouvement de résistance ne désarmerait pas après son entrée au Parlement.

"Les Européens et les Américains affirment que le Hamas doit avoir soit les armes, soit le Conseil législatif palestinien (CLP, Parlement). Mais nous disons, +les armes et le Conseil législatif+" "Ce n'est pas en contradiction" ,, a-t-il indiqué
(afp- 08h42)

Analyse

23-01

**Mahmoud al Zahar du Hamas déclare : "le crime politique, c'est de s'asseoir avec les Israéliens et de ressortir avec un grand sourire en disant au peuple palestinien que des progrès ont été réalisés alors qu'en fait il n'en est rien".
(Reuters) –**

1-1 Processus de paix

23-01

Le Hamas a évoqué la possibilité de négociations indirectes avec Israël.

"Les négociations sont un moyen. Si Israël a quoi que ce soit à offrir sur l'arrêt des agressions, le retrait ou la libération des prisonniers, alors 1.000 moyens peuvent être trouvés" "Une négociation n'est pas un tabou", a déclaré Mahmoud al Zahar,.

A titre d'exemple, Mahmoud al Zahar, a cité les contacts indirects via des médiateurs allemands entre le Hezbollah libanais et l'Etat juif, qui ont permis la libération de détenus libanais emprisonnés en Israël.

(Reuters) –

1-4 Gouvernement cherche coalition désespérément...

Deuxième étape des élections législatives

Les élections législatives sont les deuxièmes de l'histoire de l'Autorité palestinienne, créée suite aux accords d'Oslo en 1993.

Plus de 1.5 million électeurs doivent élire 132 membres au Conseil législatif palestinien (PLC) mercredi. 25-01 pour élire 132 députés parmi plus de 700 candidats répartis dans 16 circonscriptions, pour moitié au scrutin majoritaire uninominal dans les circonscriptions et pour moitié à la proportionnelle par listes
Onze listes nationales, comptant 314 candidats, sont aussi en lice.

Le prochain Conseil législatif palestinien (Parlement) sera formé, en vertu d'une nouvelle loi électorale, de 132 députés qui seront élus pour moitié au scrutin majoritaire uninominal dans les circonscriptions et pour moitié à la proportionnelle par listes.

nb : Le Conseil législatif (CLP) sortant était dominé par le Fatah, dont les députés occupent 62 des 88 sièges.

800 observateurs étrangers seront présents

La Mission d'observation de l'Union Européenne pour les élections dans la bande de Gaza et en Cisjordanie déploie 136 observateurs -qui viennent des 23états

membres de l'UE- et se joindront à leur 36 collègues dans les emplacements principaux du déploiement à Jénine, Naplouse, Ramallah, Bethléem, Hébron et Gaza ..

Une délégation de 50 observateurs du Parlement Européen est aussi attendue.

Lire suite dans 7-1 : Dossier Marc Lemaire : Deuxième étape des élections législatives

1-8 Politique extérieure & économique

22-01

L'Autorité palestinienne est confrontée à une crise financière aiguë et pourrait se retrouver dans l'impossibilité d'assurer le paiement de ses 130 000 fonctionnaires.

Le déficit du budget devrait atteindre cette année près d'un milliard de dollars, selon une estimation de la Banque mondiale (BM) ..

Ce déficit a été creusé notamment par l'augmentation de la masse salariale dû à l'accroissement du nombre d'employés des services publics et des salaires dans ce secteur.

" Nous traversons une crise financière qui nous étouffe. Le chômage en est à l'origine, car lorsque nous donnons des emplois publics à ces chômeurs, la masse salariale augmente et les pays donateurs cessent leur assistance ", a admis Mahmoud Abbas.

Signe des temps : l'Union européenne, sur recommandation de la BM, a annoncé cette semaine la suspension du versement d'une tranche d'aide de 35 millions d'euros pour " manque de discipline budgétaire ".

Selon Salah Abdel Shaffi, un économiste palestinien et ancien cadre de la BM, l'Autorité palestinienne embauche dans les services de police des membres des groupes armés afin de les neutraliser....

Pour Nigel Roberts (ancien responsable de la BM dans les territoires palestiniens), qui a achevé une mission de cinq ans dans la région, " Yasser Arafat a créé un système qui était taillé sur mesure pour un mouvement de libération, mais pas pour un État. " " Nous ne pensions pas que l'adaptation à de nouvelles normes prendrait autant de temps ", reconnaît-il en faisant notamment référence à la " corruption qui constitue un problème sérieux ".

SOURCE : IPC.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13114

1-9 Diplomatie

1-10 Prisons

24-01

Des sources du Centre des médias des prisonniers ont rapporté que 2 200 prisonniers palestiniens dans les geôles israélienne de Néguev ont entamé une grève de faim ...ceci après le durcissement des conditions de détention après que des prisonniers affiliés au mouvement du Fatah ont célébré le 41ème anniversaire de la fondation du mouvement.

Des prisonniers réclament que les administrateurs ont placé des membres du Hamas et du Jihad Islamique en isolements.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13155

2 Politique Israélienne

24-01

Le retrait d'Israël de la Bande de Gaza et d'une partie de la Cisjordanie est un "tournant pour l'Etat d'Israël, le principal défi auquel Israël fait maintenant face est "d'établir les frontières définitives de l'Etat d'Israël pour garantir une majorité juive" a déclaré le Premier ministre Olmert. M. Olmert a précisé qu'Israël devrait encore se retirer de plusieurs régions de Cisjordanie. Olmert a ensuite déclaré "Le choix entre permettre aux juifs de vivre dans toutes les parties de la terre d'Israël et celui de vivre dans un Etat avec une majorité juive nécessite d'abandonner des parties de la terre d'Israël", a-t-il affirmé. "Nous ne pouvons continuer à contrôler des parties des territoires où vivent la plupart des Palestiniens".

"Israël conservera les zones de sécurité, les principaux blocs de colonies, et les lieux importants pour le peuple juif, et d'abord Jérusalem, uni sous contrôle israélien. Il ne peut pas y avoir d'Etat juif sans Jérusalem sous souveraineté israélienne", a-t-il souligné.

"Les réfugiés palestiniens ne seront intégrés que dans l'Etat palestinien. Il n'y aura pas de réfugiés en Israël. C'est également la position des Américains", Olmert, évoquant "la nécessité de concessions sur Eretz Israël", le grand Israël biblique, a ajouté que le principal défi auquel Israël était confronté maintenant était "d'établir les frontières définitives de l'Etat d'Israël pour garantir une majorité juive".

"La seule voie pour parvenir à ces objectifs est d'appliquer la +feuille de route " "Nous respecterons toutes les obligations auxquelles nous avons souscrit dans le cadre de la 'feuille de route' et nous exigeons que la direction palestinienne en fasse de même". , a-t-il insisté. Revenant sur une partie de la "feuille de route" qui a été en grande partie mise de côté, il a affirmé que les Palestiniens pourraient avoir un Etat en Cisjordanie et à Gaza "avant même que les problèmes les plus difficiles soient résolus", faisant référence à la deuxième phase du plan, (afp- AP)

Réagissant au discours de Olmert, Saeb Erekat (le négociateur palestinien) déclare qu'il savait qu'il avait un partenaire pour les négociations.

"Je l'exhorte à abandonner la voie de l'unilatéralisme et à parvenir à la fin du jeu avec nous. C'est ce que la plupart des Israéliens veulent réellement"

AP

2-1 Processus de paix

19-01

(AP)

Sondage de l'Institut de recherche Tazpit, dans le cadre d'un accord de paix définitif, auprès de 500 juifs israéliens

95,3% jugent très important qu'il y ait une majorité juive importante à Jérusalem, 63% des personnes interrogées sont d'accord pour faire certaines concessions sur Jérusalem dans le cadre d'un accord de paix définitif.

54,4% ne seraient prêtes qu'à renoncer aux quartiers arabes de Jérusalem-Est.

Environ 5,4% sont d'accord pour abandonner les quartiers arabes, le quartier juif de la Vieille ville, le Mont des Oliviers avec ses lieux saints juifs et chrétiens, mais pas le Mur des Lamentations, dernier vestige des temples juifs bibliques.

Et seules 3,2% des personnes interrogées sont prêtes à renoncer aux quartiers arabes, au quartier juif de la Vieille ville, au Mont des Oliviers et le Mur des Lamentations.

AP

22-01

Premier ministre israélien par intérim Ehud Olmert affirme : "Israël est favorable à un Etat palestinien moderne et démocratique",.

(afp- 19h24)

22-01

Le ministre de la Défense israélienne, Mofaz a déclaré que Israël travaillerait de façon indépendante si l'Autorité palestinienne échouerait de remplir ses obligations selon l'initiative de paix " la Feuille de route " appuyée internationalement ...

"Si nous trouvons un partenaire légitime et efficace nous progresserons conformément à la Feuille de route, mais s'il s'avère qu'il n'y a pas de partenaire, Israël prendra son sort entre ses mains". Un tel pas, a indiqué le ministre israélien, inclurait un retrait aux frontières défendables , mais les blocs coloniaux de la Cisjordanie seraient renforcés, les régions palestiniennes démilitarisées et la ville de Jérusalem protégée. pour cela, Israël a besoin du soutien international et américain, (Mofaz pense qu'un tel pas serait largement appuyé par le public israélien.)

Il a ajouté que le dégagement de la bande de Gaza a accordé à Israël une reconnaissance sans précédent à l'intérieur de la communauté internationale et le pays a maintenant la légitimité de lutter contre le 'terrorisme' comme jamais dans le passé.

SOURCE : IPC+agences

23-01

Benjamin Netanyahu, président du Likoud, déclare qu'Israël devait renoncer au contrôle de certains territoires pour parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens.

"Dans le cadre d'un accord de paix, un gouvernement sous ma direction accepterait de faire de vraies concessions territoriales mais ne compromettra pas nos frontières de sécurité

2-2 Des Canons ... pas du beurre

22-01

Le chef d'état-major israélien, le général Haloutz, a indiqué qu'Israël devait être prêt "à une nouvelle escalade de la violence (!!!)

(afp- AP)

23-01

Olmert a déclaré " ce serait une"erreur historique de laisser les Palestiniens fuir leurs responsabilités de démanteler les groupes terroristes (lire résistance)

(afp- AP)

23-01

1.580.000 sur 5.604.000 israéliens vivent sous le seuil de pauvreté, selon un rapport de l'Institut national des Caisses d'assurances (ndlr : je ne sais si les statistique tiennent compte des 1,372.800 arabes vivant en Israel)

"Entre la seconde moitié de 2004 et la première moitié de 2005, La pauvreté a touché 46.000 personnes supplémentaires , et 34% des enfants en Israël sont considérés comme pauvres", a affirmé le directeur de l'Institut, Ygal Ben Shalom, en soulignant que ce phénomène s'accroît d'année en année.

nb : En Israël, les personnes qui disposent d'un revenu mensuel inférieur de moitié à la moyenne sont considérées comme pauvres.

En 2004, le seuil de la pauvreté était de 1.777 shekels par mois, soit 385 dollars.

(afp 11h52)

ndlr : L'accroissement de la pauvreté en Israël s'est accru ces dernières années, elle est due à une politique de rigueur économique pour le peuple israélien, qui s'est traduite par d'importantes coupes budgétaires au chapitre social et au niveau des allocations familiales.

A noter : Un million d'Israéliens ont fait appel l'année dernière aux services des divers organismes bénévoles offrant des repas ou des produits de première nécessité, rapporte le quotidien Yédiot Aharonot.

(afp -11h52)

2-3 Sur le terrain

23-01

Lors d'une réunion interministérielle, M. Olmert a manifesté son mécontentement devant le manque de détermination des forces de l'ordre et affirmé son intention de démanteler des colonies sauvages, construites sans permis.

Il a demandé d'évacuer "dans les plus brefs délais" les colons qui occupent des bâtiments du marché de gros palestinien de Hébron.

Il a estimé, toutefois, qu'il faudrait donner un délai de quelques jours aux squatters pour déménager, avant la date butoir du 15 février fixée par la justice israélienne à leur évacuation, , selon des sources proches de la Présidence du Conseil.

23-01

M. Olmert a procédé un remaniement de cabinet à la suite duquel la ministre de la Justice, Tzipi Livni, s'est vu confier les Affaires étrangères, devenant ainsi la deuxième femme de l'histoire d'Israël à occuper ce poste.

Mme Livni, 47 ans, une avocate, doit surtout sa fulgurante ascension à sa fidélité sans faille à M. Sharon.

2-4 Les grandes manœuvres...

22-01

Le Premier par intérim, Ehud Olmert, a exhorté ses ministres à observer un profil bas sur "la question sensible" des élections palestiniennes.

AP

22-01

Les forces israéliennes ont reçu pour consigne de s'abstenir de toute opération en Cisjordanie, à compter de lundi matin et jusqu'à jeudi minuit heure locale (22h00 GMT) en raison des élections législatives palestiniennes, selon les médias israéliens.

(afp 07h37)

25-01

La municipalité de Jérusalem a décidé, à la suite d'études et de discussions de donner un nom, dès le mois prochain, à 160 rues à Jérusalem-Est, peuplée essentiellement de Palestiniens.

Jusqu'alors les rues de Jérusalem-Est ne portaient pas de nom, ce qui posait de nombreux problèmes notamment pour ce qui concerne la distribution du courrier aux habitants...

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérement...

21-01

Tzipi Livni a été nommée ministre des Affaires étrangères en remplacement de Silvan Shalom. Elle devient ainsi la deuxième femme de l'histoire d'Israël à occuper ce poste.

Campagne électorale du 28 mars

20-01

Dans le cadre d'un accord définitif le parti travailliste israélien est favorable à l'idée de céder des quartiers musulmans de Jérusalem, Il s'agit d'une déclaration selon laquelle "nous sommes prêts à abandonner les quartiers musulmans de Jérusalem afin de renforcer la majorité juive", rapporte Youli Tamir, un parlementaire travailliste.

Sa nouvelle plate-forme électorale, stipulera que les Travaillistes soutiennent l'idée d'une ville de Jérusalem "unie" composée de ses "quartiers juifs",

(AP)

23-01

Le socialiste Amir Peretz, chef de file des travaillistes, déclare qu'il chercherait à "garder Jérusalem unie et forte, avec une majorité juive" s'il devenait Premier ministre.

2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

Elections législatives du 25 janvier

22-01.

"Il est très difficile de croire que nous pourrions accomplir quelque progrès que ce soit si l'Autorité palestinienne tombe aux mains d'une bande d'assassins", a estimé, le ministre Tzachi Hanegbi. Son entrée au sein d'un nouveau gouvernement, aurait "un impact tragique à la fois sur le plan international et sur la capacité des Palestiniens et d'Israël à continuer à dialoguer", a-t-il ajouté. (Reuters)

22-01

Olmert, a ordonné à ses collaborateurs d'établir des plans d'urgence dans l'éventualité d'une entrée du Hamas au gouvernement palestinien.

(Il a recommandé en outre à ses ministres de garder le silence sur le scrutin palestinien.)

Cependant ... le ministre Tzachi Hanegbi, ne pouvait pas s'empêcher de cracher son fiel :

"Il est très difficile de croire que nous pourrions accomplir quelque progrès que ce soit si l'Autorité palestinienne tombe aux mains d'une bande d'assassins",

Son arrivée au gouvernement, aurait "un impact tragique à la fois sur le plan international et sur la capacité des Palestiniens et d'Israël à continuer à dialoguer" a-t-il ajouté....

(Reuters)

22-01

Selon le ministère des Affaires étrangères, les quatre membres du "Quartet" international - Etats-Unis, Union européenne, Russie et Onu - devraient se réunir le 30 janvier pour évaluer les conséquences de ce vote

(Reuters)

24-01

Ehud Olmert a précisé que les promesses israéliennes comprenaient "des restrictions en matière de construction dans les implantations, une amélioration du mode de vie des habitants palestiniens et la démantèlement des avant-postes non autorisés".

(afp- 19h20)

2-12 Prisons & tortures

Iyyad al-Ashuah, 40 ans, un Danois d'origine palestinienne, qui était jugé pour espionnage au profit du Hezbollah, a été condamné mercredi à 33 mois de prison par un tribunal israélien.

Arrêté en février 2005, il avait plaidé coupable des accusations pesant sur lui en échange d'une condamnation plus clément

Faits divers

20-01

Le Jewish Policy Planning Institute de Jérusalem annonce qu'en 2006 il y aura autant de juifs recensés en Israël qu'aux Etats-Unis .

Plus fondamentalement, le nombre de Juifs vivant dans les communautés de diaspora (Jewish diaspora) a diminué d'un quart alors que la population israélienne ne cesse de croître, en raison principalement, de l'assimilation et l'émigration des Juifs de l'ex-Union Soviétique vers Israël

3 Politique internationale des territoires occupés

3-0 Usa (le parrain)

Elections palestinienne

22-01

Une large victoire du Hamas pourrait inciter Washington à limiter ses contacts avec l'Autorité palestinienne et peut-être à geler son aide financière directe, a-t-on déclaré de source diplomatique américaine.

(Reuters)

23-01

L'administration Bush promet sa conception de la démocratie en Palestine.

Le gouvernement états-unien, inquiet de l'extrême popularité du Hamas, a choisi de subventionner le Fatah pour l'aider à emporter les élections législatives.

L'USAID, principale agence « humanitaire » US, a financé la campagne du Fatah à hauteur de 2 millions de dollars, somme sans commune mesure avec les moyens de son principal concurrent. Ce budget serait destiné à la mise en place de services d'entraide du Fatah, compensant la faiblesse de la politique sociale qu'il conduit en exerçant le pouvoir, et comparable à ceux du Hamas qui rendent un service effectif à la population.

« Nous ne soutenons aucun parti. Mais nous ne supportons pas les partis inscrits sur la liste terroriste. Nous sommes là pour assurer le processus démocratique », assure James A Bever, directeur de l'USAID en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Voltaire

rappel : Le Hamas, qualifié d'organisations terroriste par les États-unis et Israël, avait déjà été entravé dans ce même processus électoral, lorsque le gouvernement israélien avait exigé de l'Autorité palestinienne que le mouvement de résistance armée ne participe pas au scrutin, tout en procédant à l'arrestation et à l'assassinat de ses principaux leaders.

Voltaire

3-3 Pays Arabes & voisins

Elections législatives du 25 janvier

22-01

Le ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmed Aboul Gheit, à dit avoir "bon espoir que le Hamas reconnaisse l'existence d'Israël et qu'il accepte de coexister avec l'idée de négociations avec Israël".

"Nous pensons que la participation du Hamas au processus politique conduira à des changements de fond dans sa manière de penser",

(Reuters)

22-01

(AP)

Le président syrien Bachar el-Assad a affirmé que Yasser Arafat, décédé en France en 2004, a été assassiné par Israël, faisant ainsi écho à des convictions largement répandues dans le monde arabe

"Parmi les nombreux assassinats commis par Israël de manière méthodique et organisée, la chose la plus dangereuse qu'Israël ait faite a été l'assassinat du président Yasser Arafat""Ceci s'est déroulé sous les yeux du monde", "et pas un seul Etat n'a osé diffuser une déclaration ou une position sur ce sujet, comme si rien ne s'était passé dans cette région", a déclaré Bachar el-Assad

AP

3-7 Ue

Elections législatives du 25 janvier

19-09

Le Haut représentant de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne, Javier Solana, a appelé Israéliens et Palestiniens à ne pas laisser les attentats-suicide perturber les législatives palestiniennes.

Il a souhaité que chacun " donne une chance à la vie politique". "Les élections sont le seul moyen civilisé que les pays ont pour s'exprimer", a-t-il insisté. "Nous, au sein de l'Union européenne, continuerons à aider ceux qui veulent la paix dans deux Etats", israélien et palestinien.

AP

22-01

Robert Malley, ancien conseiller de Bill Clinton pour les affaires israélo-arabes, chargé aujourd'hui du programme Moyen-Orient à l'International Crisis Group, estime dans un point de vue qu'il importe de convaincre le Hamas de la nécessité de s'associer au processus politique : "(il y a tout intérêt à mettre en oeuvre une politique d'engagement graduelle et conditionnelle, exploitant sa soif de reconnaissance internationale afin de peser sur ses orientations, l'encourageant à se préoccuper de la gestion quotidienne et, surtout, cherchant à lui démontrer les avantages qu'offre la voie politique par rapport à celle de l'action armée", écrit-il.

(Reuters)

3-8 Chine

23-01

M. Huihou : les élections palestiniennes aideront à relancer les négociations de paix bloquées au Moyen-Orient

Le chef de la mission d'observateurs chinois a affirmé que le gouvernement chinois souhaitait que les élections législatives palestiniennes aideront à relancer les négociations de paix bloquées au Moyen-Orient.

"Il ne semble faire aucun doute qu'une gestion interne efficace promouvra l'influence des autorités palestiniennes sur le processus de paix. Les élections aideront à faire avancer les négociations de paix", a indiqué An Huihou, chef de la mission de six observateurs chinois pour les élections législatives.

"Le gouvernement et le peuple chinois continueront à soutenir sans relâche la lutte et le désir des Palestiniens de récupérer les territoires occupés et de réaliser progressivement leur objectif d'établir un Etat indépendant", a-t-il ajouté

Concernant la participation du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) aux élections, M. An a estimé que cela aboutirait à "une meilleure expression de l'opinion publique et à une élection plus disputée".

Il a ajouté que la participation du Hamas pousserait le Fatah, parti au pouvoir, à procéder à une réforme interne en vue d'obtenir plus de soutien du peuple palestinien.

SOURCE : IPC+agences

3-9 Allemagne

25-01

Le quotidien "Yediot Aharonot" a révélé que le président de la commission du sport de la Knesset (parlement), Guilad Erdan (Likoud), a adressé une lettre à la chancelière allemande Angela Merkel, et au président de la FIFA (Fédération internationale de football) visant à exclure l'Iran du Mondial 2006 qui se déroulera en juin à Munich en Allemagne,. Il a précisé: "Il est donc impensable que l'équipe iranienne, représentante d'un régime qui nie la Shoah, puisse se produire sur le territoire allemand". Angela Merkel, qui, s'est déjà prononcée sur le sujet : "Je ne vois aucune raison de punir les sportifs iraniens

4 Territoire palestinien occupé :

- Palestine

5 juin 1967

en rose les territoires occupés il y a 38 ans

source: <http://www.arabs48.com/display.x?cid=6&sid=7&id=28587>

Détails de la lutte pour la libération du territoire

Pertes Ville non précisée

4-1 Détails par région

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

22-01

Tulkarem, les forces de l'occupation israélienne ont envahi aujourd'hui le village de Kafin, au nord de la ville de Tulkarem.

Durant l'opération d'arrestation et de recherche, les soldats ont arrêté l'adolescent Mogahad Khashan, 15 ans, sous prétexte qu'il était un membre au mouvement du Djihad Islamique et l'ont conduit vers une destination inconnue.

Hébron, les forces ont arrêté hier soir le citoyen Jawad Hoshya, 21 ans, de la ville d'Yatta au sud d'Hébron.

Selon le père du citoyen détenu, dix jeeps militaires israéliens ont encerclé la maison et obligé les habitants de quitter leur maison. Selon le père, les forces ont attaqué mes fils et nous laissé plus de deux heures à l'extérieur en froid rigoureux avant d'arrêter Jawad.

Naplouse, plusieurs jeeps et blindés israéliens ont envahi le village d'Yasad,

23-01

Les forces israéliennes ont arrêté dans la nuit de lundi à mardi Mahmoud Omar Abou al Rob responsable du Djihad islamique à Kabatiah, apprend-on de source palestinienne.

plusieurs autres résistants ont été appréhendés, dont trois adolescentes, dit-on de même source.

23-01

CISJORDANIE. Les soldats israéliens ont arrêté aujourd'hui à l'aube 24 palestiniens des différentes régions de la Cisjordanie ; les identités des citoyens n'étaient pas connues jusqu'au maintenant.

TULKREM. Les forces de l'occupation israélienne, soutenues par des jeeps et des blindés ont envahi aujourd'hui à l'aube la ville de Tulkrém et son camp.

Selon des sources locales, des jeeps militaires ont envahi la ville et lancé des fouilles dans les maisons palestiniennes,

BETHLEEM. Les troupes de l'occupation israélienne ont arrêté hier deux jeunes hommes au sud de la ville. http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13116

24-01

De plus, les soldats israéliens ont envahi le camp de Jénine et lancé une campagne de recherche dans les maisons, avaient arrêté deux femmes palestiniennes, Sommya Ibaidi et Firyal Abou Nyaj et les ont conduits vers une destination inconnue.

D'autre part, les forces de l'occupation israélienne ont arrêté deux membres du mouvement de la résistance Islamique " Hamas " après une incursion dans la ville de Jénine.

25-01

Les soldats israéliens poursuivent leur agression le jour des élections

Les forces de l'occupation israélienne ont arrêté hier un jeune homme de la ville d'Al Maassara, au sud de la ville de Bethléem en Cisjordanie.

Hébron (sud de la Cisjordanie)

19-01

2 personnes circulaient sur une route à quelques kilomètres de Hébron

L'armée israélienne en a tué un Palestinien, et le second a été arrêté, déclarent l'armée et des sources proches des services de sécurité palestiniens.

(Reuters)

Naplouse

24-01

Des hommes non identifiés ont tué un homme qui tentait de les empêcher d'arracher une affiche électorale du Fatah à Naplouse, rapportent des habitants de la ville

(Reuters) –

Ramallah

village de Bil'in, près de Ramallah ..

21-01

Abdulah Abou Rahma, le coordinateur du Comité populaire contre le Mur à Bil'in, a déclaré : "Nous sommes marchons vers le site de construction du mur et l'armée a accueilli notre manifestation pacifique avec une violence extrême ", ajoutant " des dizaines de civils ont été blessés après que les soldats avaient tiré des balles en caoutchouc et lancé du gaz lacrymogène ; les soldats israéliens ont frappé aussi plusieurs résidents par leurs bâtons "..

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13046

Ramallah ..

24-01

Les forces d'occupation israélienne ont commis hier un nouveau crime près de la colonie de Chilo dans la ville de Ramallah, ceci malgré la promesse israélienne d'arrêter ses attaques contre les palestiniens lors des élections législatives palestiniennes ...

Les troupes israéliennes ont tiré sur deux enfants, conduisant à la mort Monadel Abu Alya, 15 ans tandis que son compagnon de jeu est blessé

Des sources israéliennes ont allégué que les soldats avaient cru que les deux enfants étaient deux militants palestiniens...(sans commentaire)

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13142

Autres territoire palestinien en Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967

Deir Al-Balah

23-01

L'armée israélienne a déclaré que ses forces avaient tiré vers trois palestiniens,

Des sources de l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa dans la ville de Deir Al-Balah ont déclaré que Ibrahim d'Al-Rbaba'a, 16 ans avait été blessé dans le dos.

SOURCE : IPC.

Bande de Gaza

Ville de Gaza

Zeitoun, près de la ville de Gaza

22-01

Les avions de guerre israéliens ont tiré des missiles contre une voiture circulant dans la bande de Gaza, dimanche après-midi

Au moins une personne (Mohammed Abdel-Al, 22 ans) a été tuée et six d'autres blessés pendant cette attaque ...

Le Comité de résistance populaire a déclaré que ses membres circulaient dans la voiture, mais avaient échappé à l'explosion. Un porte-parole du groupe a affirmé qu'un passant avait été tué par le raid.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13099

Beit Hanoun(nord de la bande de Gaza)

22-01

L'armée israélienne a tué, hier soir, un citoyen palestinien et a blessé deux d'autres près de la ville de Beit Hanoun, au nord de la bande de Gaza près de la frontière avec Israël, selon des responsables palestiniens ...

Selon des sources sécuritaires et médicales, les trois hommes sont venus d'un camp de réfugié du centre de la bande de Gaza mais ils n'étaient pas des membres d'une faction de résistance.

Israël a déclaré les secteurs près de la muraille de frontière dans la partie nord du territoire côtier, comme secteur interdit pour les palestiniens et utilisait l'artillerie et les hélicoptères armés pour imposer cela.

Les palestiniens ont décrit la zone- tampon comme des terres re-occupées par Israël.

Israël

Tel Aviv.

19-09

Explosion due a un jeune résistant, près de la gare routière centrale de Tel Aviv.

Sami Abdel Hafez Antar est mort dans cette action et 20 personnes ont été blessées, dont l'une grièvement, selon la police israélienne.

AP

4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

2-1 Palestine :

Civils & résistants tués	: 4.261
Palestiniens blessés par les forces israéliennes et les colons	: 45.642
Internationaux blessés (chiffre tout a fait minimal) (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 148
Arrêtés :	: 46.111
En prison :	: 9.200
Pacifistes en prison ou arrêtés	: + 89
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	:
66.265	

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.078 (333
militaires/policiers)	
Israéliens blessés	: 5.959 (1236
militaires/policiers)	

Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)

Ces totaux sont obtenu par le recouplement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

5 Médias

5-1 : Fermer la télévision Al-Aqsa

22-01

(AFP)

Ahmed Maghni., procureur général palestinien a annoncé avoir décidé de fermer la télévision Al-Aqsa du mouvement Hamas : "La décision de fermer la télévision Al-Aqsa a été prise aujourd'hui. Suite à une plainte déposée et après enquête avec les services concernés, nous avons constaté que (Al-Aqsa) n'avait pas d'autorisation et n'avait pas fait de demande conformément à la loi" "C'est au ministère de l'Intérieur et à la police palestinienne d'appliquer cette décision", a indiqué M. Maghni.

22-01

Interrogé, le directeur de la télévision Al-Aqsa, Raëd Abou Deïr, a affirmé "Nous n'avons pas reçu la décision du procureur et cette information est fausse", a-t-il assuré. "Nous n'avons pas d'autorisation car nous avons essayé il y a un an d'en demander une mais le ministère de l'Information nous avait répondu qu'il n'était pas encore prêt à recevoir de telles demandes", a ajouté M. Deir.

Le directeur a toutefois souligné qu'il était prêt "à présenter tous les papiers nécessaires pour obtenir une autorisation et à obtempérer avec la loi".

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

7-1 Dossier Marc Lemaire : Deuxième étape des élections législatives

Les partis

Le Fatah, depuis le lancement du processus d'Oslo et la signature, en septembre 1993 sur la pelouse de la Maison blanche, de la Déclaration de principe sur l'autonomie, est l'incarnation historique du nationalisme palestinien

En 1996, lors des premières élections, il avait remporté 68 des 88 sièges en jeu.

Mais l'usure du pouvoir, les accusations de corruption et un affrontement classique entre "vieille garde" et "jeunes loups" ont conduit à son affaiblissement.

Le Hamas, fait primer ces derniers mois la nécessité d'une politique de l'emploi et d'une administration "propre" sur la lutte armée, fait campagne sous l'appellation "Changement et réforme".

et parie sur l'efficacité de son réseau caritatif,

Le Hamas, considère aujourd'hui que les accords d'Oslo sont caducs et s'est converti au pragmatisme.

Aucun autre mouvement palestinien armé n'est allé aussi loin que lui dans le respect de la trêve obtenue il y a un an par le président palestinien Mahmoud Abbas et la destruction d'Israël, objectif central de sa charte, ne figure pas dans la plate-forme de ses candidats au scrutin du 25 janvier.

(avec Reuters)

23-01

Les "indépendants", déçus de ne pas avoir été retenus comme candidats, 50 militants du parti historique ont décidé de se présenter sous l'étiquette "indépendants"

AP

21-01

Le Fatah, est crédité de 42,8% d'intentions de vote contre 34,2 % au mouvement "de la Réforme et du Changement" du Hamas, selon un nouveau sondage d'intentions de vote.

Il a été effectué par le Centre de recherche politique et d'opinion de Ramallah sur un échantillon de 4.516 et comporte une marge d'erreur de plus de 4%.

23-01

L'enquête de l'institut indépendant Jerusalem Media and Communication Center, qui affiche une marge d'erreur de 3,5 points de pourcentage, accorde 32% des intentions de vote au Fatah, contre 30% au Hamas.

(AP)

ps : Un sondage publié début janvier par le même institut donnait une marge de 10 points d'avance pour la liste unifiée du Fatah.

Prise de positions

Fatah

21-01

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas dans un tour d'horizon final a déclaré : "Le vote est un droit et un devoir et j'espère que les résultats de ce scrutin reflétera honnêtement les opinions du peuple palestinien", et salue la participation d'observateurs américains et européens chargés du contrôle de ces élections mais conclu en appelant Israël à cesser ses attaques sur son peuple.

AP

22-01

AP)

Le Fatah, ne formera un gouvernement de coalition qu'avec les partis désireux de négocier avec Israël dans le cadre de la "feuille de route", a averti le ministre palestinien de l'Information, Nabil Chaath.

Il a ainsi laissé entendre que le Hamas serait donc exclu du prochain cabinet.

"Après les élections, je crois que formerons un gouvernement de coalition avec la gauche et les indépendants. Avec ces gens nous pouvons nous entendre sur un programme commun comprenant des négociations with Israël, la mise en oeuvre de la 'feuille de route' et un cessez-le-feu (avec les Israéliens)", a dit M. Chaath.

"Avec le Hamas, il serait très difficile de parvenir à un programme commun", a-t-il ajouté. "Nous ne pouvons pas former une coalition avec le Hamas s'il n'accepte pas ce programme."

(AP & XINHUANET)

23-01

Mahmoud Abbas a défendu sa décision d'autoriser le Mouvement de résistance islamique (Hamas) à participer aux élections législatives du 25 janvier.

Lors d'une interview accordée à une chaîne de télévision palestinienne, M. Abbas a également exprimé le souhait que le Hamas change de position après être officiellement entré dans la politique palestinienne.

(XINHUANET)

23-01

Le président Mahmoud Abbas a autorisé le Mouvement de résistance islamique (Hamas) à participer aux élections législatives du 25 janvier.

Lors d'une interview à une chaîne de télévision palestinienne, le président a exprimé le souhait que le Hamas changerait sa position après être officiellement entré dans la politique palestinienne

23-01

Nabil Chaath, vice-Premier ministre a souligné que le Hamas devrait accepter le principe de paix avec Israël avant d'entrer dans l'ANP.

Nabil Chaath : Le Fatah est également prêt à former un gouvernement de coalition avec les autres partis palestiniens qui accepteraient de négocier avec Israël et d'appliquer le plan de paix "Feuille de route" visant à créer un Etat palestinien indépendant à côté d'un Israël sûr, a -t-il ajouté.

SOURCE : IPC+agences

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13125

24-01

Marwan Barghouthi, tête de liste du Fatah pour les élections législatives, prisonnier des israéliens depuis 2002.

22-01

"Nous ne devons pas penser que le but du 25 janvier, ce sont les sièges (au Conseil législatif). Un nouveau dessein apparaît auquel nous devons nous préparer : celui d'un large gouvernement national de réforme avec la participation de tous", a déclaré Marouane, tête de liste nationale du Fatah, en détention depuis 2002.

(Reuters)

24-01

"Je m'adresse depuis ma cellule au grand peuple palestinien pour l'appeler à participer massivement, petits et grands, jeunes et vieux, à ces élections", dit Marwan Barghouthi, "Ces élections, nous devons les considérer comme l'un des principaux moyens de réaliser la liberté, (le droit au) retour et l'indépendance", a-t-il souligné. "Nous aspirons à un gouvernement réformateur, bénéficiant d'une large base parlementaire et populaire", "Cela (le vote) est un acte de fidélité à la résistance, aux martyrs, au président défunt Yasser Arafat, à Ahmed Yassine et à Abou Ali Moustapha",

(Al-Jazira, qui en a diffusé des extraits)

Hammas

23-01

La tête de liste, Ismail Haniyeh, "Le Hamas renouvelle son engagement de loyauté à l'égard du 'dijhad' et de la résistance, des armes et de Jérusalem"

Yasser Mansour, numéro cinq sur la liste du Hamas, estime qu'une trêve de longue durée est envisageable et que la violence devrait épargner les civils, israéliens comme palestiniens.

"Nous avons une souplesse politique suffisante pour gérer la réalité sans avoir à reconnaître l'occupation illégale (des territoires palestiniens)"

AP

Le chef du Hamas en exil, Khaled Machaal, exclu toute négociation avec l'Etat hébreu. "Nous n'avons pas à faire de concession pour satisfaire Israël",. "Israël nous respecte quand nous sommes forts. La bataille sera longue."

AP

Dijhad islamique

23-01

Le Djihad islamique appelle ses militants et sympathisants à boycotter les élections législatives. (Reuters) -

Les faits

21-01

58.705 membres des différents corps de sécurité ont voté dans 17 bureaux de vote.

(AFP)

22-01

Le négociateur en chef palestinien Saëb Erakat a réclamé des pressions internationales contre Israël pour permettre à Marwan Barghouthi de faire campagne depuis sa prison pour les législatives.

Le quartette, auteur du dernier plan de paix international, "doit aider à la tenue d'élections libres et honnêtes" qui passe par des autorisations données aux têtes de listes emprisonnées "d'exercer leur droit grâce aux moyens de communications", avait affirmé M. Erakat.

Une campagne de M. Barghouthi depuis sa cellule de la prison de Hadarim (sud d'Israël) est "la condition principale" pour l'organisation d'élections "libres", avait-t-il précisé.

Selon les médias israéliens, l'autorisation a été accordée pour donner un coup de pouce au Fatah, de crainte d'une percée du Hamas qu'Israël voulait empêcher de participer aux élections. (afp- 11h00)

24-01

Les forces d'occupation ont empêché, les camions qui transportaient des urnes, d'entrer dans la région d'Al Sha'arawya à Tulkarèm en Cisjordanie.

Moustafa El-Zarini, chef du Comité Central des élections à Tulkarèm, a indiqué que des soldats israéliens, avaient installé des barrages militaires

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13166

Ingérence...

22-01

Jimmy Carter, qui dirige la mission d'observateurs étrangers, a déclaré avoir reçu d'Olmert des assurances que les points de passage israéliens seraient "aussi ouverts que possibles le jour de l'élection". et formule l'espoir que le scrutin conduirait le mouvement « Hamas » à "se transformer en organisation modérée".

22-01

L'ambassade des Etats-Unis en Israël a fait savoir que Washington ne traiterait avec aucun élu ou ministre du Hamas

Les membres du "quartet" international auteurs de la "feuille de route" pour la paix - Etats-Unis, Union européenne, Russie et Onu - devraient se réunir le 30 janvier pour évaluer les conséquences des élections.

AP

24-01

Les Etats-Unis et l'Union européenne considère la participation du Hamas au gouvernement palestinien après les élections comme " problématique "

La Secrétaire d'Etat Rice a déclaré que les Etats-Unis ne travailleront pas avec un gouvernement dirigé par le Hamas.

SOURCE : IPC+agences

24-01

"Une négociation n'est pas un tabou",

Le Hamas a indiqué la possibilité de négociations indirectes avec Israël. "Les négociations sont un moyen. Si Israël a quoi que ce soit à offrir sur l'arrêt des agressions, le retrait ou la libération des prisonniers, alors 1.000 moyens peuvent être trouvés", a déclaré à la presse Mahmoud al Zahar, un des dirigeants du Mouvement de résistance islamique.

SOURCE : IPC+agences

Ingérence...

24-01

Blair a jugé : "Il est très difficile pour nous d'être en position de négocier ou de parler avec le Hamas, à moins qu'il ne renonce très clairement au terrorisme",

SOURCE : IPC+agences

Ingérence...

19-09

La Haute Cour israélienne de la justice a reçu une pétition demandant d'annuler les élections législatives dans Jérusalem.

La pétition a été présentée par le fils du ministre de tourisme, Bilmah Za'evi et la famille de la jeune Ela Abou Kissise qui a été tuée par un roquette de "Kassam" dans la colonie de Sdérot l'année passée.

Les présentateurs de cette pétition, n'acceptant pas la participation des candidats du Hamas

22-01

Ehud Olmert, souhaite que les Palestiniens "ne choisissent pas de nouveau les extrémistes qui les ont menés de tragédie en tragédie et à des vies tristes".

22-01

Les responsables en Israël affichent leurs inquiétudes face à une prévisible montée en force du mouvement islamiste Hamas aux législatives palestiniennes du 25 janvier, à laquelle l'opinion semble indifférente.

Une victoire ou même un bon score du Hamas signifierait qu'Israël va au devant "de grandes

difficultés", a mis en garde début janvier le chef du Shin Beth, le service de sécurité intérieure, Youval Diskin.

La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni a réaffirmé cette semaine qu'elle regrettait "la tolérance de la communauté internationale quant à la participation d'organisations terroristes, comme le Hamas".

SOURCE : IPC+agences

Ingérence...

23-01

Des dizaines d'élus du Parlement européen de Strasbourg ont, de leur côté, demandé aux candidats aux législatives palestiniennes de renoncer à la violence, dans une lettre ouverte. Ils ont également appelé à appliquer le processus de paix qui prévoit la création d'un état palestinien.

Jérusalem est.

21-01

Israël a tenté de s'opposer à la participation du Hamas aux élections et a dû se borner à lui interdire la propagande électorale à Jérusalem est.

20-01

Selon le responsable électoral palestinien Ammar Doueik, seuls 6.300 Palestiniens de Jérusalem-Est détenteurs de cartes d'identité israéliennes pourront voter dans des bureaux de poste de la ville.

Les 120.000 autres électeurs devront voter dans 14 centres établis dans des villages alentour tels qu'Abou Dis, un déplacement jugé difficile par de nombreux habitants car il leur faudra franchir les points de contrôle militaires israéliens.

21-01

Le président de la Commission centrale électorale, Hana Nasser, a indiqué que les bulletins de vote avaient été distribués aux 6.300 électeurs de Jérusalem-est annexée par Israël

24-01

Ziad Mahmoud, un habitant de la partie orientale, de Jérusalem explique :

"L'ensemble du processus est une farce", en dénonçant l'interdiction faite par Israël aux candidats du Hamas de se présenter à Jérusalem-Est.

"Certains groupes sont interdits, et même si nous pouvons trouver un moyen de voter pour eux, comment pourrait-on faire la différence ici, alors qu'Israël continue de contrôler l'ensemble de Jérusalem ?".

"Nous ne pouvons élire le Parlement israélien en raison de notre statut et nous ne pouvons voter que pour une liste limitée de candidats", "Seuls les Occidentaux sont capables d'appeler cela un processus démocratique."

(Reuters)

7-2 Point de vue de Ziyad Abou Amr : "Le monde devra respecter le choix des Palestiniens"

Ziyad Abou Amr, député indépendant, ancien ministre de la culture de Mahmoud Abbas, joue les intermédiaires entre l'Autorité palestinienne et les islamistes. Candidat dans le district de Gaza, il est soutenu par le Hamas.

Qu'attendent les électeurs ?

Si on met de côté le vote partisan dont les justifications sont évidentes, les attentes sont avant tout internes, la question du conflit avec Israël est secondaire. Les gens voient bien qu'il n'y a pas de processus avec les Israéliens pour le moment, que ces derniers vont avoir à leur tour des élections, et que tout risque d'être gelé pour encore longtemps.

Quelles sont les conséquences de l'irruption du Hamas dans les institutions politiques palestiniennes ?

Chaque siège gagné par le Hamas sera pris sur le monopole du Fatah. Le Hamas est un mouvement très pragmatique. Il va se "colleter" avec la réalité : il en deviendra plus réaliste et moins politique. Les membres du Hamas sont des Frères musulmans, ils ne vont pas déroger à leurs deux grands principes : travailler pour une transformation graduelle de la société en respectant le cadre politique existant.

Comment le Hamas peut-il gérer cette accélération politique ?

C'est en effet un problème pour lui, mais pas seulement pour lui. Le Fatah doit également gérer la fin d'un monopole politique vieux de quarante ans. Ce n'est pas simple. Dans certains conseils municipaux où il a été battu par le Hamas, le Fatah a adopté une politique d'obstruction. Dans le cas d'une défaite, cela pourrait arriver également au Conseil législatif (*Parlement*).

Pour le Hamas, le problème est différent. Il doit passer de l'opposition à l'exercice du pouvoir. On nous explique que son idéologie et sa doctrine empêcheraient ce virage, mais je suis persuadé du contraire. Le Hamas est équipé d'une idéologie qui lui permettra d'élaborer la doctrine adéquate. Les doctrines sont généralement très hospitalières...

Quelles seraient les majorités possibles si aucun des deux grands partis ne parvenait à obtenir la majorité absolue ?

Ils ne peuvent pas s'ignorer. Pour le Hamas, il n'y a pas d'autres solutions que de travailler avec le Fatah car son pouvoir de nuisance serait terrible s'il était écarté du pouvoir. Pour le Fatah, il y a également un intérêt à parvenir à une entente avec le Hamas. Trouver une majorité avec des indépendants l'exposerait en effet à la paralysie.

L'entrée du Hamas au gouvernement ne placerait-elle pas les Palestiniens en difficulté vis-à-vis des Israéliens et de l'Occident ?

Le monde devra respecter les choix des Palestiniens. Je ne crois pas que nous soyons assoiffés de violence. En majorité, les Palestiniens souhaitent un règlement politique du conflit avec Israël. Les gens veulent du changement pour leur vie quotidienne, la fin de la corruption et du chaos interne. Le Hamas est un mouvement qui a fait la preuve de sa crédibilité. Lorsqu'il s'est engagé dans la trêve, il l'a respectée. Les Etats-Unis et les Européens en ont pris note, ce qui explique pourquoi ils ont accepté qu'il participe aux élections même s'ils restent encore hostiles à sa présence au gouvernement.

(mercredi, 25 janvier 2006)

Propos recueillis par Gilles Paris, Le Monde du 26 janvier 2006

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2806

7-3 Point de vue de Moshir al-Masri : Quel est le programme politique du Hamas aujourd'hui ?

Les élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006 s'annoncent comme un séisme politique : le Hamas pourrait emporter la majorité des suffrages. Aussi la presse atlantiste s'efforce par avance de diaboliser ce parti politique. Soucieux d'apporter une information objective à ses lecteurs, le Réseau Voltaire a réalisé un long entretien avec le porte-parole de ce mouvement musulman. Répondant

aux questions de Silvia Cattori, Moshir al-Masri présente un groupe de résistance, confronté à une occupation d'une extrême violence, bien éloigné du fanatisme qu'on lui impute.

Silvia Cattori : *Après le meurtre du Cheikh Yassine, leader spirituel du Hamas, en 2004, les autorités israéliennes ont justifié sa liquidation en affirmant qu'il était le Ben Laden palestinien. Ils ont répandu l'idée que le mouvement islamique du Hamas était lié à Al Quaida. A l'extérieur, quand les journalistes parlent du Hamas, c'est généralement pour présenter ses membres comme des « terroristes », et non pas comme des résistants. On vous a reproché d'avoir refusé le processus de paix d'Oslo, ce en quoi les faits vous ont donné raison. L'idée est largement répandue que « le Hamas n'accepte pas l'existence d'Israël...qu'aucun juif ne pourra rester en Palestine... que tout juif est une cible et doit être éliminé ». Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de vouloir « jeter les juifs à la mer » et de refuser « le droit d'Israël à exister » ? Pouvez-vous préciser votre position politique sur ces points ?*

Moshir al-Masri : Tout d'abord, permettez-nous de remercier tous les journalistes étrangers qui partagent les souffrances et la tristesse du peuple palestinien, qui sont dotés d'une conscience humaine, qui comprennent l'injustice qui pèse sur notre peuple et le défendent. Merci à tout journaliste, homme ou femme, qui accomplit sa mission professionnelle de manière objective et fidèle, sans biais pro-israélien.

En ce qui concerne le rejet de l'existence d'Israël et le refus du maintien des juifs en Palestine, permettez-nous de faire une distinction entre les juifs en tant que tels, c'est-à-dire en tant qu'adeptes d'une religion, que nous respectons et avec lesquels nous avons en partage une histoire honorable à travers l'histoire musulmane, et une occupation présente sur notre territoire. Le problème n'est donc pas un problème avec les juifs. Nous souhaitons la bienvenue aux juifs qui veulent vivre avec nous ; c'est là en l'occurrence une attitude permanente que nous constatons tout au long de l'histoire de l'Islam, y compris déjà à l'époque de notre Prophète, Muhammad. Non ; le problème, c'est qu'il y a une occupation qui pèse sur notre terre. Notre problème est donc avec cette occupation. Par conséquent, notre résistance est légale, en vertu de toutes les lois et règlements internationaux. D'ailleurs, la quasi-totalité des révolutions, dans le monde, ont eu pour finalité de chasser une occupation de leur territoire. Cela a été le cas au cœur de l'Europe et en Amérique et, par conséquent, nous avons le droit de nous défendre et de chasser l'occupant de notre sol. Des allégations sont soulevées, autour du mouvement Hamas, selon lesquelles ce mouvement chercherait à « jeter les juifs à la mer ». Ce sont là des propos fallacieux, infondés. Nous respectons le judaïsme en tant que religion et les juifs en tant qu'êtres humains. En revanche, nous ne respectons pas une occupation qui nous chasse de nos terres et exerce à notre encontre toutes les formes d'agression, au moyen des armes les plus atroces, utilisées contre notre peuple palestinien. Il en découle que la présence de cette occupation, on ne saurait l'accepter. Permettez-moi de vous donner un exemple, à ce sujet : si un homme possède une maison et que quelqu'un vienne occuper cette maison, et si ensuite le voleur accepte tout au plus de concéder une toute petite pièce de cette maison à son légitime propriétaire, au cours de ce qu'il appelle lui-même des « négociations », en lui disant : « tout le reste m'appartient », quelqu'un peut-il accepter une telle situation ? Est-il acceptable d'être chassé de chez soi et ensuite de reconnaître que sa maison appartient à celui qui l'a volée ? Et d'aller, par-dessus le marché, négocier avec le voleur pour tenter de récupérer une minuscule chambre, et supporter ses atermoiements ? Alors même qu'en plus, le voleur tue vos enfants, défonce vos cultures et détruit votre gagne-pain ? Non. Aucune religion n'accepte cela. Ni aucune personne dotée de raison.

S.C. - *Fin 2002, quand j'ai rencontré le Dr Rantissi vous n'étiez pas encore forcés de vivre cachés. Depuis 2003, les choses se sont considérablement durcies : le Hamas a été inscrit sur la liste noire des organisations « terroristes » ; il y a eu l'assassinat du Dr Rantissi et de centaines d'autres cadres importants. Comment ressentez-vous le fait qu'aucune instance, aucun Etat occidental ne prenne en compte la gravité des violations de la légalité internationale par Israël, et fasse de vous un ennemi ? Que dans le cas d'Israël qui bafoue les principes de justice et la vie humaine, qui a violé plus de 65 résolutions du Conseil de Sécurité, le droit international ne s'applique pas ?*

Moshir al-Masri : En ce qui concerne la classification du Hamas dans les mouvements « terroristes », je répondrai qu'assurément cette qualification n'est ni fondée, ni admissible : le Hamas exerce une résistance honorable et équilibrée. Dire de lui qu'il s'agirait d'un mouvement « terroriste » est inacceptable. Nous ne sommes pas des « terroristes », nous ne prôtons pas l'assassinat, nous ne volons pas autrui et nous ne sommes pas les occupants, que je sache, pour être ainsi qualifiés ? ! ? Nous nous défendons face aux incursions, face aux arrestations, face aux assassinats ciblés, face à l'utilisation par Israël des armes les plus cruelles pour frapper sans pitié et arbitrairement des civils. Nous avons le droit de nous défendre. Mais il est évident que les Etats-Unis sont ouvertement de parti pris en faveur d'Israël. Et puis il y a aussi cette faiblesse de l'Europe face à la position américaine. Nous ne pouvons que constater qu'il en découle une connivence européenne avec Israël, fondée sur l'alignement pro-israélien de l'administration américaine. Nous appelons les citoyens du monde entier à réexaminer la nature du conflit palestino-sioniste et à comprendre, devant la trêve que nous avons observée et que les Israéliens ont violée, que le problème n'est pas du côté du peuple palestinien, pas du côté de sa résistance légitime, mais bien du côté de l'agression dont notre peuple est victime.

S.C. - *Au moindre acte de résistance non violente ou violente, Israël vous envoie ses bombardiers. Vous n'êtes pas sans savoir qu'il vous harcèle pour vous pousser à la faute et justifier ensuite aux yeux du monde l'usage de la force. Face à la domination d'Israël, à qui les instances étatiques internationales donnent carte blanche pour vous massacrer, n'est-il pas suicidaire de vouloir riposter par les armes ?*

Moshir al-Masri : Au sujet de ce qu'on a coutume d'appeler « l'équilibre des forces », permettez-nous d'insister sur le fait que tout pays occupé, dès lors qu'il lutte contre une occupation militaire, ne bénéficie certainement pas d'un rapport de force favorable. Sinon, si les forces étaient équilibrées, l'armée d'occupation ne pourrait pas maintenir une minute de plus son occupation du pays en question et de son peuple... Bien entendu, les forces sont totalement déséquilibrées, et nous sommes faibles. Mais faibles, nous le sommes en raison de notre manque d'armes, et certainement pas dans notre détermination et notre volonté de tenir face aux armes israéliennes ultramodernes et sophistiquées. Nous avons la volonté des montagnes. Nous avons pour nous le droit, et nous sommes prêts à tout sacrifier, je dis bien tout, pour recouvrer notre droit usurpé et violé. Par conséquent, cet équilibre des forces, il est vraisemblable que nous parviendrons, petit à petit, à le créer... De son début, jusqu'à son terme, l'Intifada a changé de tactique militaire, passant d'un mode d'action à un autre, jusqu'à être en mesure de porter des coups à l'ennemi et à arrêter son agression permanente contre notre peuple.

S.C. - *Quelle a été la politique de Yasser Arafat vis-à-vis du Hamas ? Et quelle est aujourd'hui celle d'Abou Mazen ?*

Moshir al-Masri : La politique vis-à-vis du mouvement Hamas du président disparu Abu Ammar [Yasser Arafat] – que Dieu l'accepte dans Sa miséricorde ! – était une politique fluctuante, variant d'un instant à l'autre. Une chose est sûre : en 1996, l'Autorité palestinienne a eu une politique faite d'arrogance et d'arbitraire à l'encontre du Hamas ; elle a jeté en prison ses militants et ses dirigeants, qu'elle a pourchassés jusqu'à imposer l'assignation domiciliaire au Shaïkh Ahmad Yassine. Nous avons patienté, nous avons surmonté nos blessures. Non pas par faiblesse, mais par respect pour le sang palestinien et afin de préserver l'union nationale. A l'inverse, il y a eu des périodes où la relation entre le Hamas et le président Abu Ammar était une relation solide : il y avait alors interaction. Cette relation, on le voit, n'était pas monocolore : au contraire, elle a pris de multiples colorations, des plus variées... En ce qui concerne, cette fois, nos relations avec le président Abu Mazen [Mahmud Abbas] : jusqu'ici, le président Abu Mazen est un homme faible. Nous sommes tombés d'accord avec lui sur beaucoup de points, mais les décisions prises n'ont pas trouvé de traduction concrète sur le terrain et, jusqu'à présent, il est impossible de procéder à une véritable évaluation de sa politique. D'une part parce que l'expérience n'est pas assez longue pour permettre cette évaluation, mais surtout, d'autre part, parce qu'Abu Mazen n'a mis en application réelle aucun projet politique sur l'arène palestinienne, à l'aune duquel nous soyons en mesure de le juger...

S.C. - Plus de 650 000 Palestiniens sont passés par les prisons israéliennes et beaucoup ont été soumis à des tortures traumatisantes. Il y a actuellement en Israël 9 200 prisonniers palestiniens. Comme vous le savez, la police du Shabak se sert de techniques sophistiquées pour les dégrader, les humilier, les transformer en collaborateurs. On peut s'étonner que l'Autorité palestinienne n'ait pas exigé avec plus d'insistance la libération des prisonniers, comme préalable à toute négociation ! Des centaines de militants du Hamas et du Jihad ont été arrêtés, au cours des derniers mois, en Cisjordanie. Ces arrestations et ces assassinats auraient-ils pu réussir de manière si massive, sans la collaboration des services de sécurité palestiniens avec le Shin Beth ?

Moshir al-Masri : En ce qui concerne les arrestations et les assassinats « ciblés », il faut savoir qu'ils n'auraient jamais pu se produire sans la coopération des services de sécurité palestiniens avec le Shin Bet. Nous affirmons qu'il y a eu un pacte, par lequel l'Autorité palestinienne s'est liée les poings face à l'ennemi israélien et qu'aux termes de ce pacte, il y avait une coordination sécuritaire qui a placé l'arène palestinienne dans une terrible impasse et dans des dissensions intestines. Les arrestations, les chasses à l'homme, les assignations domiciliaires n'ont pu être imposées aux militants et aux dirigeants du Hamas qu'en raison de cette coopération sécuritaire entre [responsables] palestiniens et israéliens. En ce qui concerne les assassinats ciblés et les arrestations, il est évident qu'il existe tout un réseau de traîtres, qui vont et viennent librement en Palestine. Ce sont eux qui jouent un rôle essentiel direct dans les opérations d'élimination israéliennes. Il en va de même des incursions et des rafles. Malheureusement, l'Autorité palestinienne n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités, dans ce domaine, et nous n'avons pas voulu nous charger de cette tâche d'ordre public, afin de ne pas créer des dissensions dans l'arène palestinienne, et aussi afin qu'on ne puisse pas dire de nous que nous aurions été un Etat dans l'Etat. Nous ne dirigeons nos armes que contre ceux qui nous agressent et il incombe à la justice palestinienne de prendre ses responsabilités et de régler tout problème interne. Il est évident que l'Autorité palestinienne s'est elle-même liée les mains, en signant des accords qui nous interdisent de pourchasser les traîtres, qui pratiquent l'assassinat de nos concitoyens en désignant aux forces d'occupation les endroits où se cachent des Palestiniens [résistants] pourchassés, qu'elles recherchent afin de les arrêter, voire, plus fréquemment encore, de les assassiner.

S.C. – Il est apparu que l'Autorité palestinienne, après avoir mis son peuple dans une situation impossible - en l'appelant à la cessation de la lutte armée avant même la libération nationale – et après avoir signé avec Israël des traités « entre deux parties », a fait disparaître le terme « ennemi israélien » de son vocabulaire. Récemment le « droit au retour », a également été évacué du vocabulaire des dirigeants palestiniens qui parlent maintenant « d'une solution au problème des réfugiés » mais pas de droit. Pendant ce temps, l'argent se déverse à flot dans les caisses d'Abou Mazen. Est-ce un hasard ? Cet argent n'est-il pas destiné à acheter toute une élite politique et une classe moyenne susceptibles de renoncer à la lutte nationale de libération ? Quelle est aujourd'hui la position du Hamas vis-à-vis de l'Autorité palestinienne ?

Moshir al-Masri : En ce qui concerne la modification de la terminologie et de l'utilisation, ou de l'interdiction, de l'expression « ennemi israélien », l'Autorité palestinienne a œuvré, de conserve avec l'ennemi israélien, en vertu d'un accord sécuritaire conclu entre eux, à faire disparaître beaucoup de concepts et à tenter de les effacer de l'esprit des diverses générations de Palestiniens. Mais l'Intifada bénie d'Al-Aqça a remis ces définitions et ces concepts à l'ordre du jour, d'une manière encore plus forte qu'auparavant et, cela, grâce surtout aux agissements de l'occupant, faits de crimes et de massacres des plus horribles perpétrés contre les enfants de notre peuple.

Oui, il y a une faiblesse insigne, dans l'action de l'Autorité palestinienne, à bien des égards. Et comme par hasard, ce sont ses responsables qui veulent changer le vocabulaire. Mais les définitions du peuple ne sont pas celles des représentants de l'autorité. Il en va de même en ce qui concerne le droit au retour des réfugiés palestiniens. Quand un responsable palestinien parle de « résoudre le « problème » des réfugiés », on peut voir là une concession exorbitante, provenant de ce côté-là... Nous parlons ici des millions d'enfants de notre peuple (plus de cinq millions de Palestiniens) qui sont exilés, chassés, éparpillés dans la quasi totalité des pays du monde et qui ont le droit de revenir chez eux, sur leurs terres, dans leur patrie dont on les a

chassés par la force. Ce sont là les termes qu'utilisent le peuple et les combattants. Ce que disent certains responsables palestiniens n'est pas représentatif de l'ensemble des palestiniens.

S.C. - Le Congrès pour le « droit au retour » réuni à Nazareth en décembre 2005, a mis en garde ceux qui veulent vous imposer la reconnaissance de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et évacuer le droit au retour. Ce droit demeure-t-il pour vous la pierre d'achoppement, « un droit inaliénable » sur lequel nul ne peut revenir ?

Moshir al-Masri : En ce qui concerne l'imposition d'une reconnaissance arabe et palestinienne de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et la reconnaissance du fait accompli, je pense que cette reconnaissance de l'Etat d'Israël est extrêmement dangereuse, car elle signifie l'abandon du droit palestinien, et elle signifie que la politique du fait accompli s'est imposée définitivement au monde arabo-musulman. Nous accueillons à bras ouverts les juifs en tant que tels, mais nous n'accueillons pas à bras ouverts une occupation qui écrase notre terre et notre peuple. Comme je l'ai déjà dit, nous ne pouvons accepter d'être chassés de chez nous, de nos maisons, de nos terres, après quoi nous reviendrions prendre possession d'une portion congrue de ces terres et nous reconnaitrions au voleur la propriété de tout le reste, en disant que cela lui revient de droit et en consacrant ce droit devant le monde entier. C'est la raison pour laquelle, nous, au Hamas, nous mettons en garde toutes les parties prenantes contre les conséquences terribles qu'aurait le fait de tomber dans le piège israélien consistant à consacrer la politique israélienne des faits accomplis.

S.C. - L'autorité palestinienne a tout misé sur la création d'un Etat palestinien indépendant. Mais les Palestiniens étaient-ils prêts à accepter un Etat sur 8 % des terres historiques pour tout règlement des torts causés par Israël depuis 1948 ? Un Etat unique où juifs et non juifs vivent avec des droits égaux ne serait-il pas une solution plus équitable ?

Moshir al-Masri : Je tiens à dire que le mouvement Hamas croit aux solutions par étapes, mais pas aux solutions basées sur des concessions. C'est ce qu'avait affirmé le Shaïkh Yassine, fondateur et dirigeant du Hamas, il y a plus de quinze ans. Il avait dit : « Nous pouvons accepter la création d'un Etat en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem Est, avec le retour des réfugiés et la libération de tous les prisonniers. C'est alors que nous pourrions signer une trêve sur le long terme, pour dix ans s'il le faut, voire même plus ». Mais il est évident que l'ennemi sioniste veut perpétuer son occupation. La preuve en est que Sharon, après avoir vendu son retrait de Gaza, en le présentant comme une « concession douloureuse », revient à Gaza et y assassine, y bombarde, y frappe, et revient au nord de la bande de Gaza pour y établir un no man's land. On le voit : il ne connaît que le langage de l'occupation. Il ne sait pas ce que veut dire une trêve, comme le montre sa violation de la trêve actuelle, et il ne connaît pas le langage de la paix. Il ne connaît que le langage du crime et de la terreur contre notre peuple. Par conséquent, nous confirmons notre adhésion à des solutions par étapes, mais, en contrepartie, nous ne saurions reconnaître l'occupation de notre territoire. C'est pourquoi le reste du monde doit se rassembler afin de se tenir aux côtés de notre peuple endeuilé et meurtri, dont le territoire est occupé, dont les lieux saints sont violés et dont les enfants sont les victimes de la pire agression. Quant à la création d'un Etat qui réunirait les juifs et les Palestiniens, nous n'avons cessé d'affirmer – mais je veux bien le réaffirmer encore une fois – que nous avons vécu avec les juifs tout au long de l'histoire islamique, qu'en tant que Dhimmis, dans l'Etat musulman, ils bénéficiaient des mêmes avantages et ils étaient soumis aux mêmes obligations que nous ; ils faisaient partie de notre patrie. Encore une fois : le problème n'est pas avec les juifs. Le seul problème que nous ayons, c'est avec l'occupation israélienne.

S.C. - *Après le retrait des colons de Gaza, la communauté internationale a considéré ce retrait comme une avancée vers la paix. Or ; où est la paix ? Votre mouvement a affirmé que Gaza était libérée. Or, ceux qui l'ont visitée récemment ont rapporté que le million et demi de Palestiniens qui l'habitent, demeurent sous le contrôle absolu d'Israël ; surveillance et coercition qui vont encore s'accroître par la construction par Israël de la triple barrière munie de mitrailleuses télécommandées, de détecteurs électroniques et optiques. Plutôt que de parler de libération, pourquoi n'avoir pas dénoncé le fait que les habitants de Gaza sont emmurés derrière des barrières, dans un camp de concentration ?*

Moshir al-Masri : Oui. Il est clair que ce qu'a voulu vendre Sharon, c'est un mensonge. En effet, le retrait de la bande de Gaza n'est pas un véritable retrait, ni un retrait total. Israël continue à occuper l'espace aérien de Gaza : ses avions ne cessent de survoler Gaza, les bombardements continuent et les simulacres d'attaques aussi, ainsi que les assassinats ciblés depuis les airs, par drones et missiles. Il en va de même de l'encerclement terrestre et maritime, y compris du point de passage de Rafah, qui est l'unique issue laissée au peuple palestinien vivant dans la bande de Gaza : il est truffé de caméras, il y a des commissions sécuritaires mixtes, qui interrogent toute personne qui entre dans la bande de Gaza ou qui en sort, même s'il n'y a plus de présence militaire israélienne effective. Il en résulte que nous vivons dans une immense prison, dans la bande de Gaza, et que l'ennemi israélien n'a fait aucune concession. Il ne s'est retiré de Gaza que sous les coups de la résistance : il a lui-même reconnu ne plus pouvoir supporter le fardeau sécuritaire qui pesait sur ses épaules en raison de son occupation de la bande de Gaza, en particulier dans les colonies, en butte aux frappes de la résistance palestinienne, en dépit des moyens rudimentaires de celle-ci, qui a néanmoins réussi à atteindre l'ennemi israélien en lui infligeant une dure leçon et en lui apprenant que la terre palestinienne ne saurait tolérer la perpétuation de son occupation par Israël.

S.C. - *Contrairement à l'ANC en Afrique du Sud, ni Arafat ni Abou Mazen n'ont jamais appelé au boycott international, ni à la lutte civile, ni à des sanctions punitives contre Israël. Le président de l'Université palestinienne Al Quds s'est même élevé contre le boycott des universités israéliennes lancé par des Britanniques. Comment expliquez-vous une telle soumission à Israël, alors que les Palestiniens attendent de leurs autorités qu'elles défendent leur cause ?*

Moshir al-Masri : Il est clair que l'Autorité palestinienne est en train de connaître une dérive dangereuse et que certains de ses dirigeants s'accrochent à leur fauteuil. Ils sont prêts à faire toutes les concessions possibles et imaginables. C'est ce dont nous nous sommes rendu compte, avec le genre d'accord qu'ils ont signés : il n'y avait pas de position solide de l'Autorité palestinienne qui fût en mesure de mettre un terme à l'agression sioniste contre le peuple palestinien. Le discours dominant, c'était celui des concessions : c'est cette langue des concessions qui s'est imposée la plupart du temps, à un point tel que le président d'une université palestinienne a osé protester, vous avez tout à fait raison, contre le boycott des universités israéliennes, comme si nous vivions avec Israël dans un même cadre, en oubliant totalement notre sang versé, la confiscation de nos terres et la mise sous occupation de toutes les possibilités du peuple palestinien ! Oui, hélas, il y a une soumission, de la part de l'Autorité, à l'administration israélienne, en échange de non-concessions israéliennes vis-à-vis de l'Autorité. Et cela, parce que celle-ci s'est liée les mains avec des accords dont elle est incapable de s'extraire, au moment même où Sharon et consorts nient les accords dont il est question, en déclarant que les accords d'Oslo n'ont plus d'existence pratique, sur le terrain.

S.C. - *Les parlementaires européens - gauche et droite - ont voté en 2004, à une large majorité, une résolution dite " Paix et Dignité au Proche-Orient" qui exige de l'Autorité palestinienne de mener une lutte contre les actes de terrorisme. Cette résolution :*

« réitère sa ferme condamnation ainsi que le rejet de tout acte de terrorisme commis par des organisations terroristes palestiniennes contre le peuple israélien, et exige que l'Autorité nationale palestinienne mène une lutte sans merci contre ces actes de terrorisme jusqu'au démantèlement total de ces organisations »

« déclare expressément que le terrorisme palestinien, que ses victimes soient civiles ou militaires, non seulement est responsable de nombreuses victimes innocentes, ce qui le rend des plus condamnables, mais en plus nuit gravement au processus de paix que l'on veut reprendre ».

_ *Que dites-vous à l'Europe ?*

Moshir al-Masri : En ce qui concerne les « terroristes », et l'affirmation selon laquelle la résistance non seulement tuerait des innocents, mais ferait obstacle au processus de paix, nous disons : « Observons attentivement et précisément la scène palestinienne et les événements qui s'y sont produits depuis la signature de l'accord de paix entre Palestiniens et Israéliens. Qui a commencé à tuer ? Qui a perpétré des massacres le premier ? Comment l'Intifada d'Al-Aqçâ, que nous continuons à vivre aujourd'hui, a-t-elle débuté ? Ne serait-ce pas, par hasard, avec la visite provocatrice de Sharon à la Mosquée Al-Aqçâ, bénie et sainte pour les musulmans et pour le peuple palestinien ? Les fidèles [musulmans] ayant protesté, les forces de l'occupation ont abattu

des dizaines d'entre eux, en quelques instants. C'est alors que les foules se sont levées, partout, afin de défendre leurs lieux saints, comme c'était leur droit et leur devoir. La première Intifada, quant à elle, n'avait-elle pas éclaté après qu'un colon eut écrasé volontairement sept ouvriers palestiniens à Jabalya ? Par conséquent, nous défendons notre peuple, et ceux qui nous qualifient de « terroristes » se trompent ; ils doivent reconsidérer leur appréciation. Nous ne sommes pas des « terroristes ». Nous prônons la vie, nous prônons un projet de libération, nous défendons la dignité et la légitime fierté. Il faut que le monde européen cesse d'être le complice de l'Amérique, dans son alignement patent sur l'ennemi israélien. Si vous étudiez et examinez précisément les problèmes en jeu sur l'arène palestinienne, vous comprendrez que, dans la quasi totalité des cas, c'est l'occupation qui provoque les problèmes.

S.C. - *Le récent succès électoral du Hamas a jeté un vent de panique au sein de l'Autorité palestinienne. Pensez-vous qu'après avoir régné durant douze ans en maître absolu, s'être enlisée dans des négociations « de paix » qui ne menaient qu'à plus de souffrances pour les Palestiniens, sera-t-elle capable de renoncer aux privilèges acquis aux dépens de son peuple et d'accepter le message que ce dernier lui envoie ?*

Moshir al-Masri : Nous pensons qu'un des principes de la démocratie, c'est l'acceptation des résultats des élections. La nation n'est le monopole de personne, elle appartient à tout le monde. Le mouvement Hamas tient à rassurer tout le monde, l'Europe, l'Amérique et le monde entier, ainsi que l'Autorité palestinienne : nous n'avons nullement l'intention de prendre la place de qui que ce soit dans ces élections, ni de contester quiconque. Nous voulons consacrer une nouvelle étape, celle de la participation politique, afin d'en finir avec l'exclusive dans la prise de décision politique palestinienne. Cette étape sera aussi celle de l'union nationale face aux défis propres à cette étape : ce peuple qui a fait les plus grands sacrifices pour contraindre l'occupant à se retirer d'une partie de son territoire doit aujourd'hui pouvoir vivre une vie tranquille et décente, loin des manifestations d'anarchie et d'insécurité, provoquées la plupart du temps par les services dits « de sécurité » eux-mêmes, loin du système du piston et des pots-de-vin, loin de la perte des repères, du vide devant l'inconnu, qui dominant actuellement la scène palestinienne. C'est la raison pour laquelle le Hamas a voulu participer sans plus tarder aux élections législatives, afin de tenter de sauver la scène palestinienne de cette situation délétaire.

S.C. - *C'est pour le peuple palestinien une situation on ne peut plus déprimante. Rien de ce que l'Autorité palestinienne avait promis n'a été réalisé. Mais si les Palestiniens lui ont tourné le dos, cela ne veut pas dire, pour autant, qu'ils adhèrent à votre programme ?*

Moshir al-Masri : Il est clair qu'en raison de la monopolisation du pouvoir par l'Autorité palestinienne, qui prend seule toutes les décisions concernant l'avenir du peuple palestinien depuis dix ans, et d'autre part du succès du mouvement Hamas et de son programme en matière de résistance légitimement reconnue par le droit international et du fait que ce mouvement a été le porteur des préoccupations du peuple palestinien et de la bannière du changement et de la réforme, on a assisté à un rassemblement populaire autour du Hamas. De plus, le peuple palestinien est un peuple musulman en majorité. Or, le Hamas est un mouvement musulman, qui veut que notre peuple vive l'Islam comme une réalité concrète autant que cela nous est possible. Il est clair que l'Autorité palestinienne n'a pas tiré les leçons de ses erreurs, et que sa situation est déplorable. Elle est même incapable de tenir tête à ceux de ses membres qui pratiquent des enlèvements d'étrangers, qui nuisent à l'image honorable de notre peuple, ou qui pratiquent les occupations de diverses institutions, le racket et l'intimidation. Tout ceci fait que l'Autorité palestinienne traverse une période de grande faiblesse et de décomposition. C'est la raison pour laquelle nous avons tenu à participer aux élections, afin que l'Autorité recouvre son prestige et que le droit retrouve sa primauté. Nous voulons créer une Autorité palestinienne respectable, afin que le peuple palestinien puisse la respecter.

S.C. - *Sauf à Ramallah, durant l'année écoulée, lors des élections locales, le Hamas a récolté plus de 50 % des voix. Le FPLP, parti de gauche, a dans certaines villes fait alliance avec vous. Cela tend-il à démontrer qu'il ne s'agit pas de voter pour une religion mais pour des hommes et des femmes intègres qui, contrairement aux cadres du Fatah, n'ont jamais abandonné la lutte de libération ?*

Moshir al-Masri : Le fait que le Hamas conclut des alliances avec le Front Populaire de Libération de la Palestine ou d'autres organisations, confirme qu'il n'est pas un mouvement sectaire, ni sclérosé, ni replié sur lui-même. Le Hamas est un mouvement qui s'affirme comme une page ouverte à tous, comme un mouvement prêt à s'allier avec tous les enfants de notre peuple palestinien, afin de défendre les intérêts supérieurs de notre peuple, dans le cadre d'un changement et d'une réforme réels dans l'arène palestinienne. C'est de là que découle le soutien apporté par le Hamas à une candidate de gauche à la mairie de Ramallah, soutien qui n'est pas un cas unique, loin de là. Nous disons à tous que nous ne voulons prendre la place de personne, nous ne voulons évincer personne. Nous voulons vivre une existence digne et tranquille, à l'abri de tous les phénomènes que connaît la scène palestinienne depuis dix ans. Nous voulons convenir d'une stratégie bien définie qui protège les droits du peuple palestinien et préserve ses avancées, sans considération sur les appartenances de ces alliés : il suffit qu'ils soient Palestiniens et qu'ils veuillent servir la cause du peuple palestinien.

S.C. - Pourquoi avez-vous pris le parti de participer à ces élections alors que le Jihad islamique, lui, s'est abstenu ? Des élections sous occupation ne détournent-elles pas les Palestiniens de l'essentiel ? La priorité n'est-elle pas de nouer le dialogue inter-palestinien pour relancer la lutte nationale ?

Moshir al-Masri : Quelles sont les priorités du Hamas, dans la période actuelle ? Mettons les points sur les « i » : le Hamas a trois priorités, dont aucune n'est caduque, ni moins importante que les autres. La première priorité, c'est le renforcement de l'unité interne, étant donné que c'est cette unité qui est à même de protéger l'arène palestinienne contre tout développement dangereux. La seconde, c'est le renforcement de la participation politique, qui représente une option susceptible de sauver la scène palestinienne du marasme actuel. Le troisième point, c'est le renforcement du programme de la résistance en tant que choix stratégique de notre peuple, tant qu'une occupation continuera à peser sur notre terre et tant que se poursuivra l'agression continue contre notre peuple. Ce choix a été celui de toutes les révolutions de par le monde, y compris en Europe et en Amérique. Il s'agit d'un choix reconnu par le droit international.

S.C. - La participation du Hamas aux élections législatives palestiniennes, dans les territoires sous contrôle de l'Autorité Palestinienne, a été mise en cause par Javier Solana. Celui-ci, reprenant la menace des Etats-Unis, a fait pression sur les Palestiniens en affirmant que si le Hamas remportait les élections, l'aide financière de l'Europe serait suspendue. Ce qui indique que l'Europe ne reconnaît pas aux Palestiniens le droit de choisir leurs propres représentants ni celui de résister. Ce chantage, qui menace les Palestiniens d'un étranglement financier, donc de les rendre encore plus faibles face à l'occupant, empêchera-t-il les Palestiniens de voter pour les candidats du Hamas ou du FPLP ?

Moshir al-Masri : En ce qui concerne la question de savoir si les menaces européennes et les menaces américaines de couper les aides sont susceptibles de dissuader notre peuple de soutenir le Hamas, je répondrai que je pense que les déclarations tant européennes qu'américaines à cet effet ont coïncidé avec la quatrième étape des élections municipales palestiniennes, en particulier dans les plus grandes villes. Or, quel en a été l'effet ? Le Hamas a remporté les élections dans les plus grandes villes palestiniennes, comme Naplouse, El-Biréh, Ramallah ou Jénine. Par conséquent, notre peuple palestinien est un peuple qui compte essentiellement sur Dieu – Qu'Il soit exalté ! – et qui connaît ce verset coranique « C'est dans le ciel que se trouve la véritable vie qui vous a été promise ». Le peuple sait très bien qu'il y a un complot international ourdi contre lui. Par conséquent, il veut choisir ceux qui seront capables de porter sa préoccupation et ceux dont il sait, de confiance, qu'ils seront dignes de la mission qu'il leur aura confiée, par la grâce de Dieu ! Nous, au Hamas, nous avons fait nos preuves, au fil des années, dans de nombreuses institutions, syndicats, coopératives, ou autres, et nous avons donné un exemple à suivre. C'est en connaissance de cause que le peuple palestinien nous a élus, c'est en raison de sa confiance. Par conséquent, la provocation de l'administration américaine qui, aux dires des responsables de l'Autorité palestinienne, n'accorde au peuple palestinien que des miettes qui ne représentent pratiquement rien dans le budget palestinien et la position européenne, voire même les déclarations de Javier Solana dont je ne pense pas qu'elles reflètent une position européenne bien étudiée qui représente vraiment tous les Etats membres de l'Union européenne, vous savez... Disons que je ne considère pas que la dernière position

adoptée par le Quartette soit une position d'une grande fermeté. Il s'agit plutôt de l'expression d'un recul : après avoir refusé la participation du Hamas aux élections, certains partenaires internationaux ont dépassé ce blocage, après avoir constaté la détermination et la volonté des Palestiniens, ainsi que l'unanimité sur la nécessité de la participation de tous à ces élections. Les puissances étrangères opposées à notre participation ont commencé à brandir la menace de la suspension des aides économiques, puis elles ont cessé de le faire après avoir constaté que cela ne dissuaderait en rien les Palestiniens de voter pour le Hamas. Elles se sont alors contentées de formuler des mises en garde contre la participation du Hamas à tout gouvernement palestinien à venir. Je suis persuadé que les partenaires internationaux se verront contraints de composer avec une réalité nouvelle pour eux : le mouvement Hamas est une composante authentique du peuple palestinien, il fait partie de ceux qui déterminent la décision politique palestinienne.

S.C. - *La position du Quai d'Orsay, était plus nuancée que celle de Solana : « Nous pensons qu'il est important que le processus électoral qui a été engagé dans les territoires palestiniens puisse se dérouler normalement...Le Hamas demeure inscrit sur la liste « des organisations terroristes de l'Union européenne, tant qu'il n'aura pas renoncé à la violence et reconnu l'Etat d'Israël. Pour notre part, nous suivons avec intérêt ce qui se passe et cette évolution du Hamas sur le plan politique ». Vous paraît-il possible de renoncer à la lutte armée et de reconnaître l'existence de l'Etat juif d'Israël ?*

Moshir al-Masri : En ce qui concerne la reconnaissance de l'Etat d'Israël et le renoncement à la lutte armée, je réponds : comment le Liban s'est-il libéré ; comment beaucoup de pays européens se sont-ils libérés, et comment l'Amérique du Nord s'est-elle libérée ? N'est-ce pas en chassant les puissances qui les occupaient ? Cela fait dix ans que nous essayons de négocier : pour quel résultat ? Le résultat, n'est-ce pas l'inconnu ? Le résultat, n'est-ce pas le vide ? Qu'est-ce que l'Autorité palestinienne a récolté ? Qu'est-ce que le peuple palestinien a récolté ? Rien, sinon des malheurs, la destruction, le recul de la cause palestinienne pour des lustres... On ne peut pas continuer à faire ce genre d'expérience vouée à l'échec ni accepter une occupation qui s'incruste, qui continue à tuer, à massacrer, à perpétrer la terreur contre le peuple palestinien. Nous disons que le Hamas est un mouvement ouvert, prêt au dialogue avec qui le souhaite à la lumière des intérêts supérieurs du peuple palestinien. Mais un dialogue avec l'occupation sioniste, c'est un dialogue qui a échoué, bien qu'il ait été tenté sur la base des plus grandes concessions de notre part, en échange de rien du tout, du côté israélien.

S.C. - *De savoir que les dirigeants des pays démocratiques ont systématiquement refusé de sanctionner Israël qui viole les Conventions de Genève - démolitions de maisons, exécutions sommaires, arrestations arbitraires, assassinats d'enfants - et aussi de savoir que les associations en faveur de la Palestine ont collaboré avec l'Autorité palestinienne qui était un système corrompu et répressif, vous choque-t-il ? Ne pensez-vous pas que votre meilleure arme est de mieux expliquer à l'opinion internationale quel type de soutien les Palestiniens sous occupation militaire attendent ?*

Moshir al-Masri : Oui, cela me choque. Effectivement, nous avons besoin d'une vaste campagne médiatique. Mais il est évident que les sionistes, leurs séides et leurs amis possèdent des moyens d'information extrêmement puissants qui écrasent les nôtres. Israël a violé la quasi totalité des résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu, ainsi que toutes les Conventions de Genève, en perpétrant les pires crimes terroristes contre notre peuple : destruction de maisons, de terres agricoles, assassinat délibéré d'enfants innocents et, cela, sans qu'il ne juge le moindre soldat responsable de ces assassinats, notamment d'enfants, comme celui du jeune Muhammad Al-Durra, auquel le monde entier a assisté : on l'a vu crier, supplier. En vain. Le résultat ? Le soldat responsable d'avoir tué délibérément a été emprisonné pendant un mois à peine. Cela équivalait purement et simplement à se gausser du sang palestinien répandu. Oui ; il nous faut dénoncer toutes ces exactions israéliennes, toutes les violations israéliennes des résolutions du Conseil de sécurité, et aussi celles des Conventions de Genève. Nous avons besoin des efforts des journalistes européennes et européens, des juristes, de toutes les personnes et instances porteuses du sens du mot « humanité », qui comprennent ce que l'occupation signifie et qui connaissent l'horreur du crime et du terrorisme sionistes à l'encontre de notre peuple, afin qu'ils fassent comprendre au monde, autant qu'il leur est possible, quelle est la véritable situation. Nous savons qu'il existe une connivence entre les régimes politiques européens et l'ennemi israélien,

mais nous savons aussi qu'il y a chez vous, en Europe, des gens qui défendent les valeurs humaines, et nous leur serrons fraternellement la main, en les priant de multiplier les contacts avec nous.

S.C. - *Autrement dit, Israël aura le beau rôle aussi longtemps que l'opinion n'aura pas compris que la racine de ce conflit ce n'est pas la religion mais la lutte d'un peuple pour garder sa terre, et aussi l'expulsion des trois quarts des Palestiniens, en 1948, pour installer, à leur place, des gens de confession juive venus de partout. Tant que ce déni de l'histoire perdure il est facile à Israël de renverser les responsabilités et d'accuser de terrorisme ceux qui relèvent la tête. Si vous obtenez une majorité aux élections législatives, êtes-vous prêts à rencontrer les responsables politiques européens pour leur rappeler que le point central du conflit est l'expropriation et l'épuration ethnique des Palestiniens par Israël ? Et de façon plus générale, que pensez-vous faire ?*

Moshir al-Masri : Si nous remportons la majorité lors des élections législatives, nous aviserons. Mais, sur le plan du dialogue avec l'Europe et les États-Unis, le Hamas n'a d'hostilité envers personne, et nous sommes prêts à dialoguer avec qui voudra dialoguer avec nous. Nous avons dialogué avec l'Europe, notamment avec des parlementaires européens, et nous avons instauré un dialogue avec des universitaires américains, à Beyrouth (mais il ne s'agit pas de personnes détentrices d'un quelconque pouvoir exécutif aux États-Unis). Le Hamas est un mouvement ouvert à tous, et certainement pas un mouvement rigoriste, ni un mouvement complexé. Bien entendu, le Hamas est un mouvement porteur d'un projet islamique, qui veut que tout le monde vive en liberté et dans la dignité, et donc que notre peuple vive libre et dans la dignité. Ce que nous demandons au monde, c'est de ne pas s'aligner, de ne pas persister dans son alignement patent, meurtrier et provocateur sur l'ennemi sioniste, au prix des intérêts nationaux du peuple palestinien. Nous sommes prêts à dialoguer avec tout partenaire, mis à part Israël, qui perpétue l'occupation et l'agression contre notre peuple palestinien, afin d'explicitier ce qui doit et peut l'être et de mettre tout un chacun au courant de ce qui se passe sur la scène palestinienne, et aussi afin de rappeler à nos partenaires que le problème, c'est l'occupation et l'agression, et en aucun cas notre peuple ni sa résistance légitime. Le problème est du côté de ceux qui sont venus chasser notre peuple de chez lui et en occuper les terres. Par conséquent, nous sommes persuadés que le monde libre doit s'efforcer de faire en sorte que le peuple palestinien vive libre, dignement, comme il vit lui-même.

Nous vous remercions tous.

Paru dans Xinhua/Wang Hao

7-4 Point de vue de [Adam Entous](#) : Législatives palestiniennes : Israël étudie les scénarios

Ehud Olmert, Premier ministre israélien par intérim, a ordonné à ses collaborateurs d'établir des plans d'urgence dans l'éventualité d'une entrée du Hamas au gouvernement palestinien.

Le Mouvement de la résistance islamique, qui présente pour la première fois mercredi des candidats aux élections législatives palestiniennes, devrait effectuer une percée spectaculaire et pourrait même peser sur la constitution du prochain gouvernement autonome.

Un tel développement, objet d'un conseil restreint qu'Olmert a présidé dimanche, aurait des répercussions très lourdes sur le processus de paix israélo-palestinien, figé depuis cinq ans.

"Il est très difficile de croire que nous pourrions accomplir quelque progrès que ce soit si l'Autorité palestinienne ne tombe aux mains d'une bande d'assassins", a dit le ministre Tzachi Hanegbi. Son arrivée au gouvernement, a-t-il ajouté, aurait "un impact tragique à la fois sur le plan international et sur la capacité des Palestiniens et d'Israël à continuer à dialoguer".

Dans des communiqués, le ministre israélien de la Défense Shaul Mofaz et le ministre palestinien de l'Intérieur Nasser Youssef ont fait savoir que leurs forces étaient placées en état d'alerte renforcée pour le cas où des violences perturberaient le scrutin de mercredi.

APPEL DE BARGOUTH

"Les forces de sécurité ont pour instructions de frapper d'une main de fer toute personne qui tenterait de saboter ces élections", a déclaré le président palestinien Mahmoud Abbas aux journalistes à Ramallah, en Cisjordanie.

Youssef, son ministre de l'Intérieur, a dit que seuls les policiers seraient autorisés à entrer armés dans les bureaux de vote. Il a jugé possible que les opérations rencontrent des difficultés du fait de "la circulation des armes dans les rues palestiniennes et du déploiement israélien en Cisjordanie" - allusion aux mouvements et aux contrôles militaires de Tsahal.

Dans un communiqué diffusé à l'issue d'un conseil restreint, les services du Premier ministre israélien ont annoncé qu'Olmert demandait à ses collaborateurs de plancher sur les différents moyens à la disposition d'Israël pour l'après-élections palestiniennes.

Il a recommandé en outre à ses ministres de garder le silence sur le scrutin palestinien.

Selon le ministère des Affaires étrangères, les quatre membres du "Quartet" international - Etats-Unis, Union européenne, Russie et Onu - devraient se réunir le 30 janvier pour évaluer les conséquences de ce vote.

L'appel à un gouvernement d'union nationale intégrant le Hamas lancé dimanche par Marouane Bargouthi, détenu en Israël, est de nature à accentuer les craintes israéliennes.

"Nous ne devons pas penser que le but du 25 janvier, ce sont les sièges (au Conseil législatif). Un nouveau dessein apparaît auquel nous devons nous préparer : celui d'un large gouvernement national de réforme avec la participation de tous", a déclaré à Al Djazira la tête de liste nationale du Fatah, en détention depuis 2002

Adam Entous.

22 janvier 2006

(Reuters - 22:34)

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Le Hamas

En cinq ans, tandis que le Fatah de Yasser Arafat et de son successeur à la présidence de l'Autorité palestinienne s'empêtrait dans des luttes internes paralysantes, le Hamas a développé son assise politique, renforcée par les initiatives de son réseau caritatif.

Aujourd'hui, les sondages le créditent de quelque 30% des suffrages contre 40% pour le Fatah, et les différentes élections municipales organisées l'année dernière confirment sa percée: victoires à Naplouse et Djénine, poussée à Ramallah, où il a devancé le Fatah.

Certains de ses dirigeants n'excluent plus de dialoguer un jour avec Israël. Un débat est toutefois en cours au sein de ses instances pour déterminer jusqu'où ce changement peut aller.

Pour l'heure, la perspective d'une solide performance électorale inquiète au plus au point Israël.

"Le Hamas est une organisation terroriste", dit David Baker, conseiller du Premier ministre israélien. "Nous ne disposons d'aucune information laissant entendre qu'il a l'intention de renoncer à son appel à la destruction d'Israël", ajoute-t-il.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont laissé entendre qu'une victoire du Hamas dans les urnes pourrait aboutir à une réduction de l'aide financière pourtant cruciale qu'ils apportent aux autorités palestiniennes.

"Il est très difficile d'envisager que des partis ne condamnant pas la violence puissent à l'avenir devenir des partenaires sans modifier leur position", soulignait le mois dernier Javier Solana, haut représentant pour la politique étrangère d'une Union européenne qui a versé en 2005 plus de 340 millions de dollars à l'Autorité palestinienne.

La Chambre américaine des Représentants a tenté elle de faire exclure le Hamas des élections.

D'où la volonté du Hamas de se démarquer des autres organisations islamistes armées. "Nous espérons et nous voulons construire des relations ouvertes avec l'Occident", dit Abou Zouhri.

Pour ce faire, le Hamas devra, après les élections du 25 janvier, apporter une réponse à la question centrale: est-il prêt, conformément aux dispositions de la "feuille de route" internationale pour la paix au Proche-Orient, à prendre une initiative en matière de désarmement ?

Abbas, qui s'oppose avec constance à un désarmement par la force, espère précisément que l'entrée du Hamas au Conseil législatif le persuadera de la nécessité de déposer les armes au motif qu'il ne saurait être à la fois une force politique et une faction armée.

Mais le Hamas refuse cette perspective. "Il va se transformer en parti politique sans abandonner la lutte armée", avance l'analyste palestinien Hani Habib. "La force ne sera plus utilisée comme moyen stratégique, mais comme moyen de pression."

Perdu source ...

8-2 www.arabs48.com : La colonisation rampante de la Cisjordanie

Selon les nouveaux chiffres publiés par l'autorité civile de la colonisation sioniste, le nombre de colons en Cisjordanie a augmenté au cours de l'année précédente de 5%, malgré l'évacuation de quatre colonies au nord de la Cisjordanie dans le plan de désengagement.

Selon les données, le nombre de colons israéliens en Cisjordanie s'élève, à la fin de 2005, à 253.137 colons alors qu'ils étaient à la fin de 2004, 241.494 colons. Selon ces données, le nombre des colons installés en Cisjordanie dépasse celui installés en Cisjordanie et la bande de Gaza, en 2004, où leur nombre était 250.494.

Selon encore ces données, le nombre des colons installés en Cisjordanie a augmenté, au cours de la deuxième moitié de 2005, de 3,09%, et une nouvelle colonie a été installée, Meshkhiot.

Un journal israélien a déclaré que le nombre de colons a augmenté en Cisjordanie depuis 1992 de 152.794 colons, ce qui signifie une augmentation de 150%. Et selon le journal, la plus grande augmentation de colons en Cisjordanie s'est faite au cours des gouvernements de Rabin et Pérès.

Ce qui laisse présager le pire, notamment en ce qui concerne la Galilée et le Naqab, territoires palestiniens occupés en 48 et considérés partie de l'Etat d'Israël.

d'après les dépêches de

www.arabs48.com

Traduit par

Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

9 Annexes

9-1 Les élections palestiniennes en bref

Les élections législatives palestiniennes de mercredi en quelques faits et chiffres

:

ELECTORAT

Palestiniens de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem-Est: 3,5 millions

Habitants en âge de voter: 1,735 million

Electeurs inscrits: 1,332 million

BUREAUX DE VOTE

A Gaza: 254

En Cisjordanie et Jérusalem-Est: 754

Total: 1.008

HEURES D'OUVERTURE DES BUREAUX

De 7h du matin à 19h locales

SONDAGES SORTIE DES URNES

Attendus une heure après la fermeture des bureaux

PARLEMENT

Nombre de sièges: 132

Nombre de députés élus dans les 16 districts électoraux: 66

Nombre de députés issus des listes électorales: 66

CANDIDATS

Nombre total de candidats: 728

En compétition dans les districts: 414

En compétition sur les listes: 314

Nombre total de candidates: 85

OBSERVATEURS

Etrangers: 343

Locaux: 17.268

PARTIS

Nombre de partis en lice: 11

Les cinq listes principales:

- 1) Fatah (parti au pouvoir dirigé par Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne)
- 2) Réforme et changement (nom sous lequel fait campagne le Hamas, ou Mouvement de la résistance islamique)
- 3) Troisième voie (parti dirigé par l'ex-ministre des Finances Salam Fayyad)
- 4) Front populaire de la libération de la Palestine (faction radicale de l'OLP dirigée par Ahmed Saadat, emprisonné pour avoir donné l'ordre d'assassiner un ministre israélien en 2001)
- 5) Palestine indépendante (parti dirigé par le militant des droits de l'homme Mustafa Barghouti)

Source: Commission électorale centrale palestinienne.

AP

9-2 Elections palestiniennes : Les principaux candidats

Marouan Barghouti: 46 ans, tête de liste du Fatah, parti du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, dont il est considéré comme un possible successeur. Ancien député, aujourd'hui emprisonné en Israël, ce leader de la deuxième Intifada a été condamné en 2004 à cinq peines de prison à vie

Un temps proche des pacifistes israéliens, il prône l'établissement d'un Etat palestinien à côté d'Israël mais reste partisan de la force pour chasser les Israéliens des territoires occupés. Chef de file de la "jeune garde" du Fatah, il souhaite un renouvellement du parti. Malgré les rumeurs sur son possible élargissement, Israël affirme ne pas prévoir pour lui une libération anticipée.

Mohammed Abou Ali Yatta: 50 ans, deuxième sur la liste du Fatah, il purge depuis 26 ans une peine de prison à perpétuité. Le nom de cet homme qui n'a jamais occupé la moindre fonction au sein du Fatah semble avoir été placé sur la liste du parti par solidarité avec les milliers de Palestiniens détenus par l'Etat hébreu.

Intissar Wazir: 64 ans, dirigeante historique du mouvement des femmes palestiniennes, elle est ministre des Affaires sociales depuis 1996 et la veuve du chef militaire de l'OLP Khalil al-Wazir, tué par un commando israélien à Tunis en 1988. Elle est également membre du Conseil national palestinien depuis 1974.

HAMAS

Ismail Haniyeh: 46 ans, tête de liste du Hamas (Réforme et changement). Né dans le camp de réfugiés de Chati à Gaza, cet ancien proche du Cheikh Ahmed Yassine est titulaire d'un diplôme de littérature arabe obtenu en 1987 à l'Université islamique de Gaza. Expulsé par Israël vers le Liban-Sud en 1992, il rentre à Gaza l'année suivante, devenant le doyen de son université.

Pragmatique, il sert un temps de médiateur entre le Hamas et l'Autorité palestinienne. Membre du bureau politique du Hamas depuis les années 90, il accède à la direction du mouvement radical après les assassinats en 2004 du Cheikh Yassine et de son successeur Abdel Aziz Rantisi.

Mohammed Abou Teir: 55 ans, deuxième sur la liste du Hamas, il a passé 25 ans dans les prisons israéliennes. Originaire de Jérusalem, il a milité auparavant au Fatah et au très radical Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG). Avec sa barbe teinte au henné comme le veut la tradition islamique, il prêche dans des mosquées. Il est le patriarche du clan Abou Teir d'Oum Touba, en périphérie de Jérusalem.

Jamila Chanti: 50 ans, principale candidate du Hamas, elle figure en troisième position sur la liste nationale du mouvement. Titulaire d'un doctorat en anglais, elle a enseigné à l'Université islamique de Gaza avant de démissionner pour faire campagne.

PALESTINE INDEPENDANTE

Mustapha Barghouti: 51 ans, parent éloigné de Marouan Barghouti, il dirige ce nouveau parti dont le cheval de bataille est la lutte contre la corruption. Né à Jérusalem, ce médecin de formation est connu dans les territoires palestiniens pour son action à la tête d'un groupe de travail sur les soins médicaux et d'un groupe de pression pour la démocratie et les droits humains. Rival de Mahmoud Abbas l'an dernier pour la présidence de l'Autorité palestinienne, il a recueilli 20% des voix.

Farouche opposant à la barrière de sécurité israélienne, il a participé en 1991 à la conférence de Madrid.

TROISIEME VOIE

Salam Fayyad: 53 ans, fondateur de ce parti qui favorise les liens avec Israël et les réformes anti-corruption, il est ministre des Finances depuis 2002 et crédité d'une action d'apurement des comptes opaques de l'Autorité palestinienne. Anciennement en poste au Fond monétaire international (FMI), il est diplômé de l'Université du Texas.

AP

9-3 Rapport de nadi al-asir al-Filistini : Les prisonnières palestiniennes témoignent de la torture

prison d'Alsharon, témoignages des conditions de détention et des tortures auxquelles les prisonnières sont soumises

La prisonnière S (dont le nom est préservé dans les dossiers de l'association), 36 ans, arrêtée depuis le 17 septembre 2004, et condamnée à deux ans de prison. La prisonnière souffre d'une brûlure dès son enfance, due à l'explosion d'une bouteille de gaz. Deux semaines avant son arrestation, elle a dû subir une opération chirurgicale pour sa main et le bassin. Elle souffre de violents maux. Elle a déclaré à l'avocat ce qui suit : le 17 septembre 2004, les forces de l'occupation ont encerclé l'endroit où elle se trouvait, en Cisjordanie, et à trois heures du matin, elles ont démolé la porte de la chambre et lui ont ordonné de sortir. "Ensuite, les soldats m'ont emmenée dans une voiture militaire, ils me frappaient avec la crosse du fusil. Les visages des soldats étaient peints en noir, ils faisaient vraiment peur à voir.

Il n'y avait pas de femmes-soldats avec eux, mais l'officier commandant de la région, qui se dénommait capitaine Ghazal. Ils m'ont emmené vers un des centres d'arrestation. Ils ont fait entrer des chiens dans la pièce où je me trouvais, et ces chiens allaient et venaient, j'avais vraiment peur. Les soldats m'ont confisqué le médicament que j'avais sur moi, et ne m'ont fourni ni soins, ni à boire ni à manger. Lorsque je demandais à me rendre aux toilettes, ils m'y emmenaient, les yeux bandés, les pieds et les mains attachés.

Ensuite, ils m'ont transférée à la prison de Ramleh, pour 8 jours, puis à Petah Tikva, où j'ai passé 18 jours dans les cellules. J'ai été interrogé tous les jours, de sept heures du matin jusqu'à 9 heures du soir, et pendant tout ce moment, j'étais en position de shabeh, les pieds et les mains attachés vers l'arrière à une chaise. Au cours de l'interrogatoire, j'ai demandé à plusieurs reprises aux instructeurs de ne pas m'attacher vers l'arrière, à cause de mon état de santé, j'avais la main qui saignait et dégageait une odeur désagréable, mais ils ont refusé.

Au cours de l'interrogatoire, les instructeurs m'ont menacée de démolir la maison familiale, d'arrêter les membres de ma famille, de leur interdire de voyager. Ils ne cessaient pas de crier, ils m'insultaient grossièrement. "

Concernant les conditions de détention, la prisonnière témoigne de l'état des cellules, disant qu'elles étaient inaptes à recevoir des êtres humains, elle a ajouté que la nourriture était très mauvaise, elle a trouvé un jour une mouche dans un plat, le pain est rassis. Les murs de la cellule sont rugueuses au toucher, et de couleur noire. Les cellules ne sont pas aérées, seul un ventilateur envoie de l'air glacial, 24 h sur 24. Bien qu'elle ait demandé de l'arrêter, ils ont refusé sa demande.

Elle a ajouté : "Nous étions quatre prisonnières dans la cellule, le matelas est posé juste à côté des toilettes, qui n'est qu'un trou sale dans le sol. Lorsque nous étions allongées, nos pieds touchaient ce trou.

15 jours après un interrogatoire intense, ils lui ont permis de prendre une douche, mais sans qu'elle puisse soigner sa main, ni son bassin.

Concernant les conditions de détention dans la prison d'Asharon, la prisonnière S dit que les geôlières exercent une très forte répression sur les prisonnières : des fouilles permanentes et par surprise, les rats circulent dans les pièces, qui sont humides et froides, alors que le lieu de récréation est très étroit.

La prisonnière lance un appel aux institutions des droits de l'homme pour qu'elles interviennent rapidement pour qu'elle ait le droit d'être soignée et exiger sa libération, les brûlures lui causent des douleurs atroces.

La prisonnière Sh (dont le nom entier se trouve chez Nadi al-asir) a 29 ans. Elle est arrêtée depuis le 15 décembre 2005. Elle a déclaré que "ce jour-là, l'armée d'occupation a investi la maison à 2h et demi du matin. Les soldats ont ordonné à tous les membres de la famille de sortir, ils m'ont attachée avec des liens en plastique, qu'ils ont serrés très fort, ils m'ont bandé les yeux, les soldats me criaient au visage, ils m'insultaient grossièrement, et affirmaient que j'étais terroriste."

Une femme soldat se trouvait parmi les autres. "Ils m'ont emmenée à un centre de détention, m'ont abandonnée dans le froid glacial, sans couverture, jusqu'à la nuit suivante, j'étais toujours attachée par les mains et les pieds, et j'avais les yeux bandés. Je ne portais pas de manteau, je n'avais que mon pyjama, car ils avaient refusé que je me change et que je me couvre. Je suis restée ainsi, dans le froid, jusqu'au soir.

Lorsque j'ai demandé à me rendre aux toilettes, j'ai été accompagnée par un geôlier, il a voulu même laisser la porte ouverte, j'ai réclamé alors qu'il y ait une geôlière, elle a voulu laisser la porte ouverte.

"Ensuite, ils m'ont emmenée à la prison de Hasharon, où j'ai passé 4 jours dans l'isolement, puis j'ai été transférée à la prison d'al-Jalame. Dès le premier jour, l'interrogatoire a commencé. 2 ou 3 heures d'interrogatoire, puis un arrêt, puis la reprise. Ils me faisaient asseoir sur une chaise, les mains et les pieds tirés en arrière, attachés aux pieds de la chaise, qui est fixée au sol. J'ai beaucoup souffert lors des interrogatoires. Ils m'insultaient, me criaient au visage, et ils m'ont menacée d'arrêter mes enfants, de démolir la maison, et qu'ils me garderaient longtemps en prison. Ils voulaient que je signe des aveux pour me libérer six mois après."

La prisonnière ajoute qu'au cours de l'interrogatoire, l'un des instructeurs mettait ses mains sur ses épaules, et leurs regards étaient dégoûtants. Ils posaient leurs pieds sur ses genoux, alors qu'elle était en position de shabeh. L'un des instructeurs, dit-elle, qui était grand, l'a même menacé de viol au cas où elle n'avouait pas.

La prisonnière témoigne que dans la prison de Hasharon, les prisonnières lui avaient remis un tapis de prière et un châle, mais pendant le séjour à al-Jalame, ces objets lui furent confisqués. "Au cours de l'interrogatoire, l'un des instructeurs m'a arraché le châle, puis commençait à me dire que j'étais jolie, j'avais les cheveux doux, etc.. Il m'a demandé de chanter. J'ai refusé. Un autre instructeur lui a demandé de collaborer et si elle refusait, ils pouvaient salir sa réputation.

Rapport de nadi al-asir al-Filistini (janvier 2006)